

N°17 - JUIN 2021 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE

EN GUERRE
CONTRE LE VIRUS
DES
LICENCIEMENTS

CRISE

LICENCIEMENT

LUTTE POUR L'EMPLOI

RÉSOLUTION
DU 11^e CONGRÈS DE VP

LA RÉVOLTE
DE CRONSTADT

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

NOTRE OUTIL : UN PARTI

Ce n'est pas nous qui posons la question du parti, c'est la situation.

Vous connaissez la situation en France. Le premier parti ouvrier aujourd'hui, c'est l'abstention. Les travailleurs sont orphelins en politique. Le PCF n'est plus, et depuis longtemps, un parti communiste. La Gauche n'a jamais, même un peu, bousculé le capitalisme. Mais vous ne pourrez pas empêcher qu'après la Covid-19 et les confinements, la tarte à la crème sera l'élection présidentielle. Et si ce n'est pas le même casting que la dernière fois, vous pouvez être sûrs que ça y ressemblera.

Le rejet de la politique politicienne, qui atteint même celui d'un certain syndicalisme officiel, n'empêche pas les luttes. La preuve : les Gilets Jaunes. Une mobilisation d'environ 3 millions de personnes selon les calculs les plus objectifs. Là aussi pourtant régnait le rejet de toute récupération, de toute discipline d'organisation, de tout porte-parole. De tout parti.

Ce refus n'est pas un malaise français. Voyez cet extrait de l'intervention d'un marxiste, Andreas Malm, au colloque « Penser l'émancipation » (à Saint-Denis le 15 septembre 2017) :

En 2011, nous avons connu un cycle révolutionnaire d'une magnitude dont il est difficile de se rappeler six ans plus tard tant il n'en reste rien. Pour ceux d'entre nous qui ont consacré la plus grande partie de leur vie politique à militer au Moyen-Orient, les événements de 2011 ont été une immense source

d'espoir. Cela devient de plus en plus difficile mais je me souviens de l'euphorie qu'il y avait à marcher avec plusieurs millions de personnes dans les rues du Caire, dans les plus grandes manifestations qu'avait jamais vu la région, sinon le monde. Je me rappelle ce sentiment que j'avais d'un déferlement d'assurance et d'émancipation – qu'est-ce qui pourrait bien arrêter les masses ? Mais la révolution égyptienne était le modèle parfait d'une révolution horizontale, immanente et sans dirigeants, d'une révolution de la multitude. Non seulement il n'y avait pas de parti, mais les activistes en première ligne ne souhaitaient pas prendre le pouvoir conformément aux idées en vogue dans la théorie autonome. Dans son récent roman évoquant la révolution égyptienne, La ville gagne toujours, Omar Robert Hamilton capture avec brio cet état d'esprit lorsqu'il fait dire à l'un de ses personnages, Mariam, au plus fort de Tahrir :

– « Je ne veux pas accéder au pouvoir ! Et toi ? Tu veux être un politicien ? Nous, on est l'opposition, on est la disruption, on est ce qui va mettre le pouvoir au pas. »

– « On est la crise ! » crie Malik. Mariam hoche la tête pour approuver. « Je ne veux pas le pouvoir. Je veux faire confiance à la rue. Quelque chose de nouveau vient que nous ne pouvons pas encore voir. Et nous devons garder la crise vivante assez longtemps pour que ça se produise. »

C'est exactement comme cela que de nombreux cadres raisonnaient ! Ainsi, le pouvoir politique fut laissé aux mains des Frères musulmans puis à l'armée, et que reste-t-il de la Révolution égyptienne aujourd'hui ? Absolument rien.

On se croirait dans le Hirak algérien dix ans plus tard. On croit lire l'expression d'un réformisme subi et conscient : « ne pas accéder au pouvoir », mais « mettre le pouvoir au pas » ; et d'un aveuglement lui aussi conscient : « quelque chose de nouveau vient que nous ne pouvons pas voir ». Si les dirigeants ne veulent pas diriger, et sont aveugles, si n'existe pas une bonne combinaison entre un parti politique qui fait confiance à la rue et la rue qui fait confiance à un parti politique, comment voulez-vous qu'un mouvement gagne ?

La défiance prolétaire vis-à-vis du parti politique est mondiale. Elle n'est pas née en 1981 parce que cinq ministres « communistes » ont géré le capitalisme sous la direction de François Mitterrand. Elle s'est répandue largement après la chute du mur et l'effondrement de l'URSS, en 1989-91. Le « communisme réel », « soviétique », avec ses partis dans le monde entier, n'était déjà plus qu'un épouvantail, l'imitation d'un être absent. Tout au plus démocrate et nationaliste. Même son chapeau et sa veste ont été emportés par le vent de l'Histoire. Certains pourtant en cultivent la nostalgie, s'appuyant sur 1936, 1944... Mais ce n'était pas là des épisodes de bons gouvernements, c'était une grève générale, une insurrection !

Nous n'avons pas besoin de nostalgie, ni de bons gouvernements. Ni même de grandes luttes, ni même d'insurrection. Nous avons besoin, et immédiatement, de bilans critiques. De vomir Staline et Georges Marchais, pour renouer avec Marx et Lénine ! Nous avons besoin d'une vision communiste du XXI^e siècle.

Ce numéro 17 de Partisan magazine, malgré sa diversité de contenu, ne fait que poser et reposer la question du parti, ne vous en déplaise !

- La Commune de Paris de 1871 avait une faiblesse que ses défenseurs prennent soin de passer sous silence : sa direction, son organisation.

- Les licenciements et la dégradation de la vie des travailleurs : Tous les militants de VP sont par principe syndiqués ou font partie d'une association de lutte. Car l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Mais nous savons que le syndical et l'associatif posent tous les problèmes sans avoir LA solution !

- Cronstadt : c'est une des grandes références des anti-parti, ou plutôt des anti-parti-léniniste. Cette référence est basée sur la non-distinction entre ouvriers et paysans, entre démocratie petite-bourgeoise et communisme ouvrier. Une question qui fâche, c'est une question clé.

- Démissions à VP : c'est une fois de plus la démonstration que l'organisation est le lieu de tous les débats politiques et des contradictions de notre classe. Débats et contradictions plus ou moins bien gérés...

- Au Sénégal, comme en Tunisie, en Algérie et ailleurs, ce que le peuple veut, ne n'est pas seulement une vraie démocratie, c'est aussi la justice sociale, en un mot une révolution communiste ! Le dire, c'est déjà prendre parti.

Le rejet d'un passé de trahisons réformistes est légitime, mais la situation présente exige une organisation solide et des objectifs clairs. Plus que jamais : « La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien » (Lettre de Marx à J-B Schweitzer, 13 février 1865).

« Progresser dans l'analyse des réalités du système impérialiste mondial, dans la compréhension de l'échec des révolutions passées, dans l'élaboration d'un programme et d'une stratégie pour le communisme, pour mener sur cette base un travail militant au sein des masses » (Résolution du 11^e congrès de VP). Vous êtes d'accord ?



MARX, ENGELS ET LÉNINE ONT CRITIQUÉ LA COMMUNE

Il y a quatre ans, notre calendrier révolutionnaire indiquait : centenaire de la révolution russe. Cette année marque les 150 ans de la Commune de Paris. Il est largement admis que la victoire politique de 1917 n'aurait pas été ce qu'elle a été sans l'expérience et le bilan critique de l'échec de la révolution de 1905, et avant elle, de la Commune de 1871.

« Nous nous appuyons tous sur la Commune dans le mouvement actuel », écrit Lénine en 1905¹. Or cette expérience historique est à la fois positive et négative, et le bilan, partagé. Le travail principal des communistes et progressistes est de faire connaître et de défendre le premier pouvoir ouvrier, étouffé par des murs de silence et recouvert de monceaux de calomnies et de déformations. Mais Lénine écrivait aussi en 1905² :

« Plus la Commune de Paris de 1871 nous est chère, moins il nous est permis d'y faire référence en nous dispensant d'examiner ses fautes et les conditions particulières dans lesquelles elle se trouva placée. Agir de la sorte serait suivre l'exemple absurde des blanquistes, raillés par Engels, et qui canonisaient (dans leur « manifeste » de 1874) la moindre action de la Commune. » Plus elle nous est chère, et plus ses défauts (subjectifs) et ses difficultés (objectives) nous concernent.

Ces dernières, les difficultés rencontrées, ne peuvent non plus rester la seule explication du cours tragique des événements. Comme Marx l'affirmait dès 1845 dans la troisième thèse sur Feuerbach³, « la doctrine matérialiste », pour laquelle « les hommes sont les produits des circonstances », ne doit pas faire oublier « que ce sont précisément les hommes qui modifient les circonstances » par leur « pratique révolutionnaire ».

Notre lecture du passé, par conséquent, doit garder en permanence un œil critique, analytique, scientifique.

Les erreurs de la Commune dénoncées par Marx et Engels sont bien connues, même si, parce que ce n'est pas l'aspect principal, on s'y attarde peu. C'est, en tête de liste, de n'avoir pas « marché aussitôt sur Versailles », et de ne s'être pas « emparé de la Banque de France ». Deux erreurs importantes qui s'inscrivent dans les deux domaines des grandes réalisations de la Commune : les « mesures politiques » et les « mesures économiques », selon le découpage du « plan de conférence sur la Commune » de Lénine » de 1905, déjà cité¹. Le dirigeant bolchevik note, aux côtés de quatre grandes mesures économiques deux erreurs :

« On ne s'est pas emparé de la banque. La journée de travail de 8 heures n'a pas été instituée ».

Dans les « mesures politiques », en tête desquelles il place l'abolition de l'armée permanente, Lénine ne mentionne pas ici le défaut d'offensive sur Versailles. Mais à la page précédente, il écrit : « Les canons enlevés à la garde nationale, le 18 mars 1871... La guerre civile a commencé entre la Commune de Paris et le gouvernement de Versailles. » Et il souligne : « La guerre civile a commencé ».

Il ne fait que reprendre le titre, « La guerre civile en France », et l'interprétation des faits de Marx dans sa longue et célèbre adresse à l'Association Internationale des Travailleurs⁴ :

« Dans son horreur de la guerre civile où Paris allait être entraîné », écrivait Marx, « le Comité Central garda la même attitude purement défensive, en dépit des provocations de l'Assemblée, des usurpations de l'exécutif et d'une menaçante concentration de troupes dans Paris et ses environs. C'est Thiers qui ouvrit donc la guerre civile en envoyant Vinoy à la tête d'une foule de sergents de ville et de quelques régiments de ligne, en expédition nocturne contre Montmartre... ».

Une « attitude purement défensive » : voilà qui pourrait s'appliquer aussi au domaine économique et au respect de la Banque de France. Mais Marx, poursuivant son récit, précise sa critique⁵:

« Les hommes de l'ordre, les réactionnaires de Paris, tremblèrent à la victoire du 18 mars. Pour eux c'était le signal du châtimement populaire qui arrivait... Leur panique fut leur seule punition. Même les sergents de ville, au lieu d'être désarmés et mis sous les verrous comme on aurait dû le faire, trouvèrent les portes de Paris grandes ouvertes pour aller se mettre en sûreté à Versailles. Les hommes de l'ordre non seulement

ne furent pas molestés, mais ils eurent la faculté de se rassembler et d'occuper plus d'une position forte au centre même de Paris. Cette indulgence du Comité Central, cette magnanimité des ouvriers armés, si étrangement en désaccord avec les habitudes du « parti de l'ordre », celui-ci les interpréta à tort comme des symptômes d'un sentiment de faiblesse. »

« Indulgence » et « magnanimité » sont des qualifications habituellement positives. Elles sont pourtant malvenues dans la situation d'une guerre civile qui « a commencé ». Même nourries éventuellement par un sentiment de force, et non de faiblesse, elles vont de pair avec une « attitude purement défensive » interprétée comme une faiblesse.

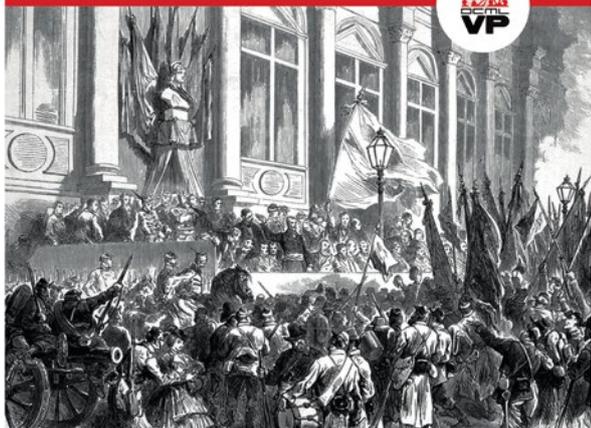
Marx évoque ensuite la manifestation réactionnaire, mais pacifique, dans Paris le 22 mars ; puis celle, armée, du 24 mars. Et il commente⁶:

« Dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers avec sa tentative d'effraction nocturne à Montmartre, le Comité Central connaît, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, et en ne mettant pas ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux. Au lieu de cela, on permit encore au parti de l'ordre d'essayer sa force aux urnes, le 26 mars,

4

1871 AU NOM DU PEUPLE LA COMMUNE EST PROCLAMÉE!

« Un gouvernement de la classe ouvrière » – Karl Marx



AU NOM DU PEUPLE, LA COMMUNE EST PROCLAMÉE!

Ré-édition de notre brochure de 1997
Nous commémorons cette année les 150 ans de la Commune de Paris, premier gouvernement de la classe ouvrière comme le disait Marx. Pour l'occasion, nous avons décidé de ré-éditer en l'état la brochure de 48 pages que notre organisation, l'OCML Voie Proletarienne, avait publié en avril 1997.

Cette brochure regroupait plusieurs articles réalisés pour les 125 ans de la Commune, le temps est passé, mais pas l'actualité de ce travail.

Disponible en téléchargement sur
ocml-vp.org

jour de l'élection de la Commune. Ce jour-là, dans les mairies de Paris, ses membres [les membres du parti de l'ordre] échangèrent de douces paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs [les Communards], en grommelant du fond du cœur le serment de les exterminer en temps et en lieu. Maintenant considérez le revers de la médaille. Thiers ouvrit sa seconde campagne contre Paris au commencement d'avril. Le premier convoi de prisonniers amené à Versailles fut l'objet d'atrocités révoltantes... ».

Marx critique encore le décret du 7 avril; le fait de proférer, en simple « menace vaine », celle de représailles sur les prisonniers. Mais surtout, notez que, s'il ne critique pas en soi l'initiative d'une consultation électorale, il la critique indirectement, et ceci de deux manières; comme moyen laissé à l'ennemi d'affirmer, voire d'affermir, sa présence; deuxièmement comme substitut à l'urgence de l'heure, une offensive contre l'état-major de cet ennemi. Quoi qu'il en soit, même si l'erreur n'était que tactique, l'organisation de cette élection constituait bien, à ce moment, une grave erreur politique. Marx oppose les deux initiatives : « ...ne marchant pas aussitôt sur Versailles... Au lieu de cela, ...aux urnes, le 26 mars... ».



Nos vénérables ancêtres Marx et Engels vont plus loin, et, s'agissant d'erreurs, posent la question de leurs origines, et de leurs responsables.

Dans *La guerre civile en France*⁷, Marx évoque simplement « quelques hommes » qui « ont gêné... l'action réelle de la classe ouvrière ».

« Dans toute révolution, il se glisse, à côté de ses représentants véritables, des hommes d'une tout autre trempe; quelques-uns sont des survivants des révolutions passées dont ils gardent le culte; ne comprenant pas le mouvement présent, ils possèdent encore une grande influence sur le peuple par leur honnêteté et leur courage reconnus, ou par la simple force de la tradition; d'autres sont de simples braillards, qui, à force

de répéter depuis des années le même chapelet de déclamations stéréotypées contre le gouvernement du jour, se sont fait passer pour des révolutionnaires de la plus belle eau. Même après le 18 mars, on vit surgir quelques hommes de ce genre, et, dans quelques cas, ils parvinrent à jouer des rôles de premier plan. »

Engels, dans son Introduction rédigée en 1791⁸, pense qu'il est possible et utile d'en dire plus.

« Si aujourd'hui, vingt ans après, nous jetons un regard en arrière sur l'activité et la signification historique de la Commune de Paris de 1871, il apparaît qu'il y a quelques additions à faire à la peinture qu'en a donnée *La Guerre civile en France*. Les membres de la Commune se divisaient en une majorité de blanquistes, qui avait déjà dominé dans le Comité central de la garde nationale, et une minorité : des membres de l'Association Internationale des Travailleurs se composant pour la plupart de socialistes proudhoniens... Ainsi s'explique que... bien des choses aient été négligées, que, selon notre conception d'aujourd'hui, la Commune aurait dû faire... Il va sans dire que la responsabilité des décrets économiques de la Commune, de leurs côtés glorieux ou peu glorieux, incombe en première ligne aux proudhoniens, comme incombe aux blanquistes celle de ses actes et de ses carences politiques. » « Mais le plus merveilleux encore, c'est la quantité de choses justes qui furent tout de même faites par la Commune composée de blanquistes et de proudhoniens ».

Dans son plan de conférence, Lénine, arrivant à la semaine sanglante, a ces quelques mots⁹ : « Echec. Insuffisances dans l'organisation ». Il venait de noter : « Tendances de la Commune : a) blanquistes. Déjà en novembre 1880, Blanqui condamne, dans « Ni Dieu ni maître », la théorie de la lutte des classes et la distinction entre les intérêts du prolétariat et les intérêts de la nation (ne sépare pas les ouvriers de la bourgeoisie révolutionnaire). b) proudhoniens (mutualistes) « organisation d'échange et de crédit ». Il ajoute cette phrase remarquable : L'instinct révolutionnaire de la classe ouvrière se manifeste malgré les théories erronées. »

Quelques survivants et quelques braillards, disait Marx. Ce qualificatif de « braillards », il l'utilisait déjà dans sa correspondance avec son camarade Engels dans les années 1850 pour désigner ces révolutionnaires européens de 1848 ne vivant plus que de « déclarations stéréotypées ». Ils avaient même trouvé un surnom pour désigner entre eux ces révolutionnaires en paroles : les crapauds. Non pas des grenouilles qui veulent se faire aussi grosses qu'un bœuf, mais des crapauds qui coassent à la mesure de leur impuissance.

Quant aux « survivants des révolutions passées », ce sont tous ceux qui assurent la continuité avec 1789, alors que toute la démarche de nos deux illustres barbus est de montrer la rupture.

De la Commune, Marx résume l'essentiel ainsi¹⁰ : « Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail ». Et Engels, à la fin de son Introduction¹¹ : « C'était la dictature du prolétariat ».

Mais lisons ce paragraphe de Lénine jusqu'au bout² :

« Plus la Commune de Paris de 1871 nous est chère, moins il nous est permis d'y faire référence en nous dispensant d'examiner ses fautes... Que dira le conférent à l'ouvrier qui l'interrogera sur cette « commune

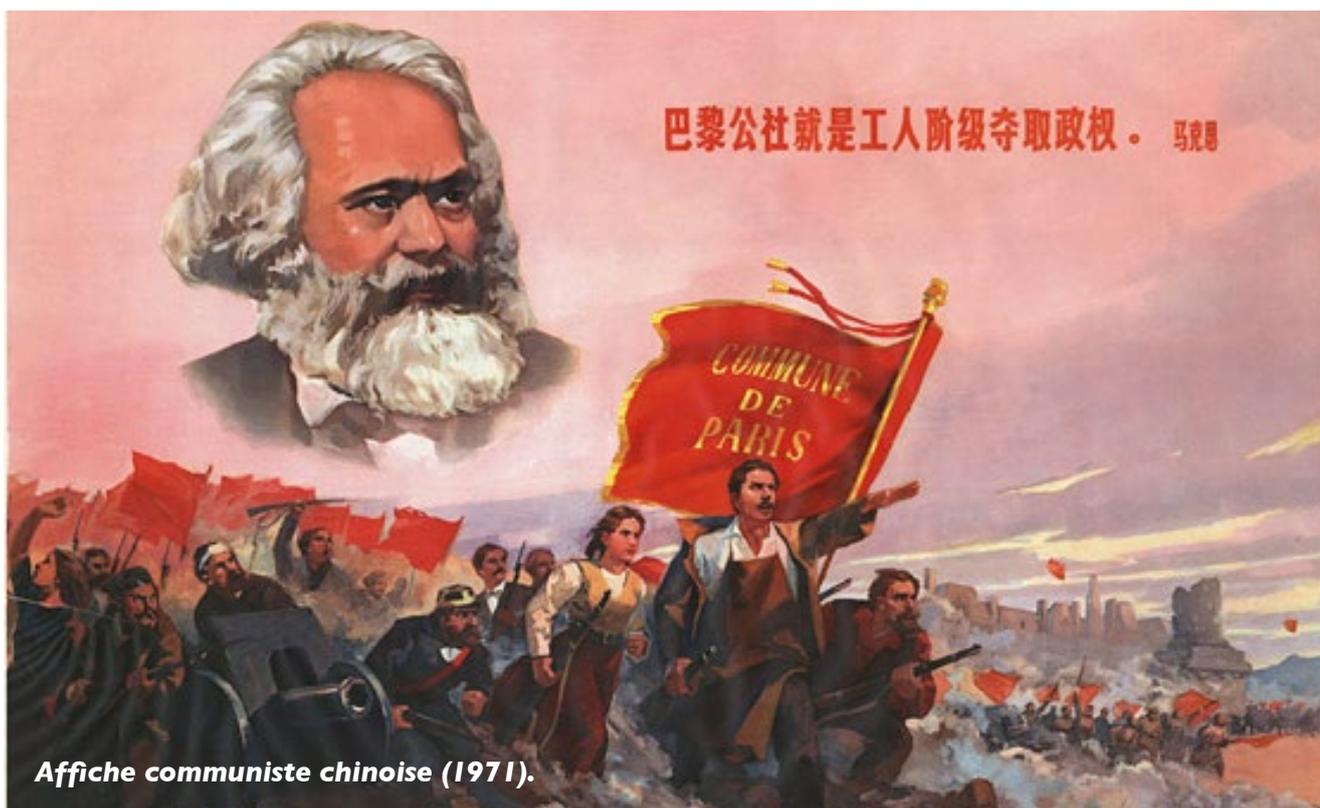
révolutionnaire »? ...Il ne pourra lui dire qu'une chose : c'est que l'histoire connaît sous ce nom un gouvernement ouvrier qui, à l'époque, ne savait ni ne pouvait distinguer entre les éléments des révolutions démocratique et socialiste, qui confondait les tâches de la lutte pour la république avec les tâches de la lutte pour le socialisme, qui ne parvint pas à mettre sur pied une offensive militaire énergique contre Versailles, qui commit la faute de ne pas s'emparer de la Banque de France, etc. En un mot, ...vous devrez répondre : ce fut un gouvernement comme ne doit pas être le nôtre. Belle réponse, en vérité! »

Et Lénine souligne : « comme ne doit pas être le nôtre ». Surprenant? Mais les bolcheviks auraient-ils pris le pouvoir, et l'auraient-ils gardé, s'ils n'avaient pas aussi eu conscience des limites et des erreurs du passé? S'ils n'avaient pas été marxistes et léninistes, au lieu d'être bakounistes et proudhoniens?

.....

- 1 Lénine, tome 8, p. 206.
- 2 Lénine, tome 9, p. 77, Deux tactiques, ch. 10).
- 3 Marx, Engels, Œuvres choisies, tome 1, p. 8.
- 4 Marx, Engels, Œuvres choisies, tome 2, p. 224.
- 5 Ibid. p. 226-7.
- 6 Ibid. p. 228.
- 7 Ibid. p. 243.
- 8 Ibid. p. 196.
- 9 Lénine, tome 8, p. 204-5.
- 10 Marx, Engels, Œuvres choisies, tome 2, p. 236.
- 11 Ibid. p. 200.

6



IL Y A 300 ANS, À MARSEILLE

L'épidémie historique classique reste celle de la peste, et la dernière épidémie de peste fut celle de Marseille en 1720. On y voit à l'œuvre l'ignorance des médecins et la « cupidité » des politiques bourgeois; un « en même temps » du sanitaire et de l'économique. Trois siècles plus tard, la même machine à broyer les hommes fonctionne toujours.

« Un navire maudit, le Grand Saint-Antoine ».
Revue de l'IRELP, institut de recherches
et d'études de la Libre Pensée,
octobre 2020, p. 47 :

Marseille, un des premiers ports mondiaux au XVIII^e siècle, devait se protéger de la peste que pouvaient rapporter les navires marchands commerçant avec les pays du Levant. Le complexe sanitaire marseillais était alors considéré comme un modèle d'organisation : il comprenait un « bureau de la Santé », qui gérait un port pour la quarantaine des navires, et un lazaret pour la quarantaine des marchandises et l'isolement des passagers. (...) Cependant, le « mal » dormait dans les cales d'un navire, le Grand Saint-Antoine, arrivé du Proche-Orient en 1720. Cette année-là, malgré toutes ces précautions, la cupidité des hommes provoqua la dernière grande épidémie de peste.

Parti le 22 juillet 1719 pour aller commercer avec les Echelles du Levant, sous le commandement de Jean-Baptiste Chataud, un capitaine marseillais expérimenté, le Grand Saint-Antoine se présente à son retour, au large de Marseille, le 25 mai 1720, avec une cargaison fort riche. La vente de cette cargaison à la foire de Beaucaire promettait d'importants profits à ses propriétaires : balles de coton brut, coton filé, laine, soie, cire, « toileries », que les armateurs avaient assuré pour 100 000 livres.

Le capitaine Jean-Baptiste Chataud est lui-même intéressé, en association avec Jean-Baptiste Estelle, premier échevin de la Cité, Antoine Bourguet, un armateur fortuné, et Jean Chaud, qui est son propre beau-frère. Chacun d'eux étant intéressé au bâtiment pour un quart.

Lors de sa déposition au Bureau de la Santé, Jean-Baptiste Chataud n'omit pas de déclarer les huit décès qu'il avait déplorés parmi son équipage lors de sa traversée de retour. (...) Mais la peste était bel et bien à bord du navire. L'épidémie s'introduisit progressivement dans Marseille, puis elle se propagea en Provence où elle causa plusieurs dizaines de milliers de morts.

« La mise en quarantaine »
(wikipedia, Peste de Marseille 1720) :

Le 27 mai, deux jours seulement après l'arrivée du navire, un matelot meurt à bord. Le bureau de santé, à l'unanimité décide d'envoyer le bateau à l'île de Jarre, puis se ravise et dans une seconde délibération, décide de faire transférer le cadavre aux infirmeries pour examen et d'envoyer le navire à l'île de Pomègues, dans l'archipel du Frioul. Le 29 mai ce même bureau décide, fait inhabituel, de faire débarquer aux infirmeries les marchandises de valeur tandis que les balles de coton doivent être transférées à l'île de Jarre.



Scène de la peste de 1720 à la Tourette (Marseille), tableau de Michel Serre.

.....

Le 3 juin, le bureau revient sur sa position et prend une décision encore plus favorable aux propriétaires de la cargaison : toutes les marchandises seront débarquées aux infirmeries. Si aucune preuve écrite n'existe, il est probable que des interventions ont eu lieu pour faire adopter la réglementation la moins contraignante ; il est impossible de connaître les personnes qui sont réellement intervenues, mais l'intrication des intérêts des familles de négociants et des autorités qui dirigeaient la ville suffisent à comprendre les raisons de ces nombreuses négligences. La déclaration du capitaine Chataud est falsifiée par addition d'un renvoi indiquant que les membres d'équipage décédés en mer sont morts de mauvais aliments. Les intendants de santé ont probablement voulu sauver la cargaison destinée en partie à la foire de Beaucaire, qui devait avoir lieu le 22 juillet 1720. Le 13 juin, veille du jour de sortie de quarantaine des passagers, le gardien de santé du vaisseau décède. Le chirurgien de service du port, Gueirard, examine le cadavre et conclut à une mort par vieillesse, sans observer des marques de peste.

Un mousse tombe malade et meurt le 25 juin. À partir de ce jour plusieurs portefaix qui ont manipulé les ballots de coton succombent à leur tour. Le bureau de santé s'inquiète très sérieusement et décide de transférer le vaisseau à l'île de Jarre, de faire brûler les hardes des personnes décédées et d'enterrer les cadavres dans de la chaux vive. Mais ces mesures arrivent trop tard, car des tissus sortis en fraude des infirmeries ont déjà transmis la peste dans la ville.

Conclusion

Trois siècles après, le système capitaliste est toujours là, plus développé que jamais, prêt à tuer pour sauver les profits. Et « l'ignorance des médecins » ? La peste a été vaincue, direz-vous. Mais les spécialistes ont affaire à des virus nouveaux, inconnus, présents dans les forêts primitives. Les experts craignent que le dégel du permafrost de l'Arctique ne réveille une multitude de virus préhistoriques...

DOSSIER

CRISE & LICENCIEMENTS

EN GUERRE
CONTRE LE VIRUS
DES
LICENCIEMENTS



Tentons de faire le point de la situation économique, même si tout est encore très confus dans la mesure où les mesures d'ordre exceptionnel autour de la COVID se poursuivent.

L'actualité sociale, du point de vue des travailleurs et plus largement des salariés, c'est un double constat¹:

• **La poursuite massive de l'activité partielle** qu'il s'agisse de l'Activité Partielle de Longue Durée (APLD) ou de l'Activité Partielle de Droit Commun (APDC). Au mois de mars 2021, elle a concerné 2,3 millions de salariés, un chiffre stable sur le trimestre, alors qu'il est monté jusqu'à 8,4 millions en avril 2020 lors du premier confinement. Cela a représenté 2 milliards d'euros d'aides de L'État pour le seul mois de mars 2021, 32 milliards depuis le début du confinement l'an dernier. Rappelons que dans ce cas les salariés touchent en net 70% de leur salaire brut antérieur hors primes exceptionnelles bien sûr, ce qui conduit à une perte sensible pour les petits salaires, tout en évitant la catastrophe immédiate du licenciement.

Cela dit, on se rappellera que la population active est de l'ordre de 29 millions de salariés en France, ce qui veut dire que la très grande majorité a continué à travailler dans les pires conditions sanitaires et économiques durant la pandémie. Ce qu'on nous cache soigneusement... Les « seconds de cordée » sont bien plus nombreux qu'on le dit!!

Cette « bouée de sauvetage » de l'aide à l'activité partielle explique le caractère encore limité de la crise en cours, quoique la misère se soit considérablement développée (500 millions de pauvres supplémentaires au niveau mondial, selon la Banque Mondiale, + 45% de bénéficiaires de l'aide alimentaire en France).

Enfin, elle concerne essentiellement l'hébergement et la restauration (77% des salariés), le commerce (12%) et les services (37%). Mais elle a touché, surtout lors du premier confinement, tous les secteurs économiques.

• **La multiplication des Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) officiels et des licenciements économiques** hors PSE. Le même document officiel de L'État indique près

.....
1 <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/situation-sur-le-marche-du-travail-durant-la-crise-sanitaire-au-26-avril-2021>

de 1000 PSE entre mars 2020 et avril 2021, concernant 105 000 suppressions d'emplois, plus 7900 procédures hors PSE, on peut imaginer au moins 100 000 licenciements supplémentaires. Les listes s'allongent, de l'aéronautique à l'hôtellerie, de la santé au tourisme, des banques aux fonderies et tous les jours de nouvelles annonces assombrissent notre avenir.

L'interrogation qui est bien sûr dans toutes les têtes (y compris au gouvernement d'ailleurs) c'est de savoir ce qui va se passer quand toutes les aides vont s'arrêter. Les prévisionnistes, qui n'hésitent pas une seconde à nous expliquer aujourd'hui pourquoi ils se sont trompés hier, nous chantent une reprise, nous savons qu'il n'en sera rien, et que les lendemains seront bien sombres.



L'État paye sans compter. Prêts garantis aux entreprises ? 300 milliards. Pertes de recettes sociales et fiscales ? 100 milliards. Dépenses de solidarité, de cotisations sociales, fonds de solidarité aux TPE, activité partielle, c'est 86 milliards en 2020². Et un bon paquet aussi à venir pour 2021, on annonce 168 milliards au total.

Alors que pendant des années, des décennies, le fantôme de la dette était prétexte à tous les plans d'austérité successifs (vous vous rappelez le fameux seuil de 3% de la dette à ne pas dépenser, inventé par Mitterrand??), à toutes les vagues de restructurations des entreprises privées et publiques, aujourd'hui il apparaît que ce n'est plus un problème. Comme Biden aux USA, comme tous les états européens, Macron dépense sans compter pour la survie immédiate de l'impérialisme français, et pour demain on verra plus tard.



Mais alors qui va payer ces milliards déversés à flots, qui va payer cette dette ? Les réformistes sont ravis, persuadés que la crise

.....
2 <https://www.latribune.fr/economie/france/covid-19-ce-que-coute-a-l-État-la-crise-sanitaire-et-economique-861516.html>

donne raison à leur vision d'un capitalisme régulé, contraint par L'État fort, le retour du keynésianisme au premier plan sans se poser le début de commencement d'une question sur l'avenir. Ce qui est sûr, c'est que personne n'en sait rien.

Une brochette d'économistes prône l'annulation pure et simple de la dette des pays impérialistes, alors que pendant 50 ans ils ont étranglé tous les pays de la planète avec leurs plans d'ajustement structurels de l'Argentine au Sénégal puis à la Grèce – au risque de l'effondrement du système bancaire qui en est en charge, et conflits aigus entre puissances concurrentes qui ne sont pas logées à la même enseigne. Une autre brochette parie sur une hypothétique relance économique post-COVID, un peu comme l'expansion d'après-guerre. Mais comme toujours, le capitalisme est aveugle sur l'avenir. Après la crise de 2008, on a la COVID. En attendant la prochaine crise économique, sociale, sanitaire voire numérique (vous imaginez un virus global sur Internet???)? Alors le fantôme de la relance...

Non, il n'y aura pas de retour au « monde d'avant », d'ailleurs guère reluisant. Personne n'en connaît les détails, mais le fond de l'affaire, c'est que la crise à venir, comme les précédentes, va aboutir à un nouveau serrage de vis sur les travailleurs, les prolétaires, à de nouvelles vagues de restructurations et de réorganisation au niveau mondial.



Ce qui est clair dans l'immédiat, **c'est la poursuite des restructurations massives**, dans la santé (on continue à supprimer des lits en pleine pandémie!), aéronautique, tourisme, transports, automobile, et cela au niveau mondial, car la crise, comme le virus est complètement mondialisée.

Outre les classiques plans de licenciements (PSE ou autres) et fermetures d'entreprises, on voit toute la perversité (ou la subtilité) des plans envisagés :

- Dans plusieurs très gros monopoles, on assiste à la ré-internalisation de la sous-traitance, après des décennies d'externalisation. PSA³, Airbus⁴,

.....

3 <http://ouvalacgt.over-blog.com/2019/09/mulhouse-psa-re-internalise-la-sous-traitance.html>

4 <https://www.touleco.fr/Airbus-reintegre-ses-activites-industrielles,31118>

Arcelor Mittal⁵, il ne s'agit pourtant que d'une nouvelle vague de restructuration avec adaptation fine aux nouvelles exigences de la crise, dans un contexte qui a changé, mais toujours avec le seul critère de la rentabilité et de la productivité.

Du coup les réformistes les plus réactionnaires sautent sur l'occasion pour exiger le rapatriement des productions à l'étranger, comme la CGT Renault qui revendique le rapatriement des fabrications des pays de l'Est, bonjour le retour du nationalisme le plus étriqué!

- D'ailleurs, la sous-traitance se poursuit par ailleurs, comme la mise en gérance massive des magasins Carrefour, mais aussi la sous-traitance de la maintenance à Renault Lardy. Et là où la sous-traitance existe déjà, la renégociation des contrats est super-agressive à la baisse, jusqu'à 30% moins chers, ce qui veut dire 30% de productivité supplémentaire pour le personnel sous-traitant, par exemple dans la maintenance à la SNCF ou la SNECMA.

- Enfin, la bourgeoisie améliore toujours ses méthodes de licenciements, en s'appuyant sur la pression du chômage et la peur : anticipation des années à l'avance (comme dans les services publics), chantages (avec les Accords de Performance Collective), compromissions (pressions via des délégués plus ou moins corrompus), soumission... l'imagination des DRH est sans limite quand il s'agit de faire plier la résistance ouvrière...

La séquence à venir est donc bel et bien celle du combat pour l'emploi, d'autant qu'avec l'arrêt tôt ou tard des aides publiques, le poids de la crise va s'effondrer un peu plus sur les secteurs populaires.



On en voit poindre les résultats avec **la réforme de l'assurance chômage**. Initialement prévue pour juillet 2019, elle a été repoussée à trois reprises et va être finalement mise en œuvre au 1^{er} juillet 2021. On en connaît grosso modo les effets, via le changement des modes de calcul, à la fois pour acquérir des

.....

5 <https://youtu.be/VagZf82wEmw>

La réforme de l'assurance chômage

POUR
LES NULS

CE QUI POURRAIT CHANGER :

Changement des conditions d'accès à l'indemnisation

AVANT :

Avoir travaillé
4 mois
au cours
des 28
derniers mois

APRÈS :

Avoir travaillé
6 mois
au cours
des 24
derniers mois

Changement du mode de calcul de l'indemnisation

AVANT :

Calculé sur
le salaire des
jours travaillés

jours travaillés

APRÈS :

Calculé en
fonction du
revenu mensuel

jours travaillés
+
jours chômés

ÇA VEUT DIRE QUOI ?

840 000
nouveaux entrants
toucheraient
une allocation plus faible

La baisse de l'indemnisation
serait de 24 %

Une personne
qui aurait travaillé
6 mois au SMIC
(1 230 € net par mois)

AVANT :

Pôle emploi
lui aurait versé
975 € / mois

APRÈS :

Pôle emploi
lui versera
659 € / mois

D'après Fb : quartzoccupe

droits, et pour le montant de l'indemnisation⁶. Baisse considérable pour plus de 800 000 allocataires, donc plus de pauvreté et de misère – on ne pleurera pas sur le plafonnement pour les hauts salaires des cadres supérieurs.

On peut voir un certain paradoxe à faire passer cette loi, alors que depuis plus d'un an le gouvernement finance les salaires via l'activité partielle, pour éviter les licenciements. C'est au contraire très cohérent, il s'agit non pas d'aider les chômeurs (comme le pensent trop souvent les travailleurs, bien encouragés par les réformistes), mais de faciliter les restructurations de l'impérialisme français en facilitant la flexibilité, en encourageant ainsi (par la pression financière de l'indemnisation) l'acceptation de boulots de reconversion, même déclassés. La réforme de l'assurance chômage est donc en quelque sorte l'anticipation des mesures à venir dans les futures restructurations post COVID.

D'où l'importance du combat entamé sur la question, travailleurs fixes, précaires et chômeurs réunis, avec ou sans papiers.



Pour conclure, du côté de la bourgeoisie, ne vous inquiétez pas, tout va bien.

La fortune des 42 milliardaires français a progressé de 2% en 2020, et jamais Bernard Arnault ne s'est aussi bien porté.

Les sociétés françaises du CAC 40 ont continué à verser 33 milliards d'euros de dividendes en 2020 (l'équivalent du montant de l'activité partielle pour les millions de salariés concernés), contre 64,5 milliards en 2019, et on s'attend du coup à un montant exceptionnel pour 2021... Au niveau mondial, malgré la crise, 1255 milliards de dollars ont été reversés aux actionnaires en 2020...



.....
⁶ https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/03/02/la-reforme-partielle-de-l-assurance-chomage-entrera-en-vigueur-le-1er-juillet_6071697_3234.html

On ne va pas se cacher derrière son petit doigt, l'avenir que nous prépare le capitalisme mondialisé est assez sombre. Nouvelles vagues de restructurations, centaines de milliers de licenciements, de précaires, de chômeurs, concurrence exacerbée dans tous les secteurs.

Face au monde barbare qu'on nous promet, plus que jamais, c'est nos intérêts, et rien d'autre qu'il faut défendre. Refuser absolument de rentrer dans le jeu dans lequel on veut nous enfermer, celui de la concurrence, de la mondialisation, de la résignation, de l'acceptation de notre sort, du « moins pire » et du raisonnable. Il nous faut rejeter toutes les escroqueries de capitalisme plus humain, plus respectueux, qui répartisse mieux les richesses, il nous faut gagner un autre monde.

Il faut défendre notre emploi, et celui de ceux qui n'en ont pas, jusqu'au bout, parce que c'est vital.

Et il va bien falloir s'attaquer à la question de savoir comment on peut virer tous ces profiteurs qui nous exploitent et nous enfoncent toujours plus dans la précarité et la pauvreté. Il va bien falloir s'attaquer à la solution politique, à la question de l'organisation politique, parce qu'éparpillés et même très en colère, on n'y arrivera pas. Comme si on pouvait attendre une bonne loi venant d'un bon gouvernement... capitaliste!



**Le capitalisme
n'est
qu'exploitation,
chômage et misère**

**Travailler tous,
moins et autrement!**

**Égalité, justice
et révolution sociale,
REPRENONS
LES MOTS D'ORDRE
DE LA COMMUNE!**

OÙ EN EST-ON SUR LES LICENCIEMENTS ?

Quelques réflexions sur les licenciements dans les entreprises, de témoignages recueillis lors de la réunion contre les licenciements organisée par la CGT-TUI le 10 avril à Saint-Denis, de témoignages publics ou de militants et sympathisants de VP. Nous nous sommes parfois permis d'adapter le discours, pour faciliter la lecture, mais sans jamais trahir le sens de ce qui était dit.

La lecture de ces témoignages peut apparaître quelque peu sombre, mais selon nous elle reflète la réalité. La première qualité d'un communiste, c'est d'être matérialiste, de regarder la réalité telle qu'elle est et pas telle qu'on la rêve. C'est ce qui nous distingue de toutes les incantations actuelles à la mobilisation générale. Mais être communiste, ce n'est pas non plus sombrer dans le découragement, c'est, dans cette situation difficile, de trouver les voies et moyens pour avancer malgré tout vers l'indépendance de classe du prolétariat, point de départ du redépart à l'offensive. Il faut comprendre pourquoi ça ne « prend pas feu » comme le regrette un camarade de la CGT-TUI... Une ouverture en forme de réflexion avant notre plateforme emploi mise à jour comme support de notre travail!

Lazare Razkallah, Secrétaire CGT du CSE de TUI (tourisme). Le problème, face aux plans de licenciements partout, c'est que ça ne s'embrase pas, ça prend pas feu, on ne réussit pas à convaincre. On a du mal à mobiliser au-delà des militants, on reste entre nous en fait, il n'y a qu'à voir les présents aujourd'hui. Il faut sortir de ça, convaincre les autres. L'emploi, ça ne semble pas être le truc n°1, ça m'interpelle et ça me gêne.

Ouvrier de maintenance RATP : Il se prépare, depuis des années, une énorme restructuration à la RATP, avec transfert au privé, Veolia, Keolis etc. de lignes et de contrats. Avec le Grand Paris, avec l'arrivée des bus électriques, tout va changer, ça va être énorme et ça va durer des années, avec un seul objectif, gagner en rentabilité et donc dégrader les conditions de salaire et de travail (horaires en particulier) des ouvrier.e.s. Là, ce qui est sûr, c'est que le virus, la direction s'en sert à fond pour tenter de briser les petits collectifs – par exemple empêcher les gens de discuter entre eux en imposant 2 mètres de distance à la pause clopes sous prétexte de gestes barrières

(alors qu'elle impose la reprise de la vente des billets dans les bus, ce qui est évidemment une aberration sanitaire!!). C'est la pression, énorme partout, les attaques calculées contre les délégués combatifs, pour les casser. L'enjeu, c'est les restructurations – et donc les suppressions de poste qui vont tomber, après la forte mobilisation sur les retraites. Alors, répression de dingue contre les syndiqués, ils essayent de casser les collectifs pour que ce soit clean quand il va y avoir la privatisation. En face, au niveau syndical, on tente de réagir, mais ce n'est pas facile, et l'hyper activismisme de certains ne facilite pas les choses – renforcé par l'éclatement et la division des syndicats. Par exemple, moi, je suis délégué, et je suis littéralement noyé sous les messages syndicaux What'App – je peux en recevoir une vingtaine en 2 heures. Qui peut suivre ce rythme avec tout le reste, la vie de famille, les enfants? Impossible, du coup, on zappe, on ne lit pas et cette pollution numérique contribue au repli et au découragement. Et puis l'optique générale, c'est l'accompagnement, éviter le pire en négociant les PSE, avec l'idée de vouloir bien faire mais qui rentrent carrément dans le jeu.

Il faut revenir au travail de fond, sur le terrain, pour préparer les restructurations à venir sur des bases de classe, sinon on va se faire manger tout cru.

Ouvrier 3x8 dans une papeterie en Belgique : je travaille dans une multinationale qui est en restructuration permanente, depuis des années, rachats, délocalisations etc. Alors là, on annonce 250 suppressions d'emplois, on ne sait pas trop si c'est la suite ou l'effet d'aubaine avec la COVID. On ne voit pas trop la différence entre l'avant et l'après virus, on est toujours par centaines dans les ateliers, il y a juste la rigidité sanitaire en plus, grosse pression autoritaire.

Les travailleurs baignent dans un climat de peur, de perte d'emplois. D'autant que pas mal de jeunes embauchés ne sont pas des habitués de la lutte de classe, ne se sont jamais frottés à l'instinct de classe, ce n'est plus une tradition (famille, amis...) D'autant que c'est l'insécurité permanente avec la précarité (CDD, intérim), ils n'ont plus le temps d'être encadrés par « les éléments radicaux ».

Il y a une forme d'impuissance face au capitalisme, face à la division mondiale du travail. Tu peux foutre le feu aux bagnoles de direction, séquestrer les cadres, ça ne changera rien. Planifier le taf est impossible sous le capitalisme. Ça, les travailleurs ont bien assimilé le machin. Y a juste la perspective d'une autre forme de société qu'ils n'entrevoient pas. Donc on négocie un peu de fric (primes extralégales) pour pouvoir se retourner un peu plus tranquillement, la pré-retraite ça marche aussi fort. D'autant que les directions syndicales sont en plein dans cette logique, et qu'elles ont encore la confiance des travailleurs, malheureusement.

Syndicaliste SUD à Renault Lardy : on est en pleine restructurations. Renault veut se désengager des fonderies, veut sous-traiter la maintenance, étrangle les sous-traitants en tirant constamment les prix vers le bas. C'est une nouvelle attaque après les précédentes. Il faut savoir que sur le groupe en France, on est 14 000, dont 4000 à 5000 prestataires, l'externalisation c'est une tendance lourde. Et pourtant, il ne se passe pas grand-chose. Jeudi 8 avril, devant le siège, on était à peine 250 à 300, c'était un peu faible, et on a bien vu que les structures de la CGT (la coordination du groupe et la Fédération de la Métallurgie) n'ont pas fait le boulot, même si les banderoles étaient là. C'est sûr que l'ambiance n'est pas au top, mais si on ne fait rien, ça ne va pas changer ! A moins que l'ambiance soit telle que la mobilisation ne prend pas du tout...

Employé de restauration, dans un musée.

Il y a un plan de licenciements sur plusieurs sites, mais c'est très difficile de mobiliser, d'autant qu'il y a plus d'un an qu'on ne bosse pas avec le chômage technique. Comment faire des AG, et quand on en fait, on est de moins en moins nombreux ? Comment faire grève dans ce contexte ? Pendant des années, le tourisme ça a marché à fond - c'est le socle de l'Hôtellerie Restauration, ça augmentait tous les ans, les travailleurs n'ont pas l'habitude d'être dans la merde, il paraissait toujours y avoir un avenir radieux. Et donc là, le ciel tombe sur la tête, on n'arrive pas à mobiliser, alors que ça va être l'hécatombe quand le chômage technique sera fini. La seule issue c'est d'augmenter le rapport de forces, et en même temps on voit que c'est très difficile, qu'il y a une catastrophe en préparation. Là, pour dire, on est assigné au tribunal pour « violation des clauses de confidentialité » autour du plan social, c'est n'importe quoi, c'est pour dire à quoi est prête la direction. C'est la même chose que les attaques pour « droit de grève excessif » comme il y a eu à CFE-Toray à Lacq ou à Ferro-globe en Savoie.

En ce sens, la loi dite de « sécurité globale », elle est là pour anticiper les révoltes futures, ça va être de plus en plus dur. Il faut s'y préparer, ça va être de plus en plus violent, dans la foulée des Gilets Jaunes, d'ailleurs on y a beaucoup participé.

Animatrice syndicale CGT-HPE. Pour compléter, dans l'hôtellerie et les magasins, c'est une boucherie qui se prépare. 700 suppressions d'emplois au Printemps, 254 au Méridien Etoile, 136 au Hyatt Etoile, 260 au Marriott rive gauche, 167 au Westlin Vendôme, fermeture du Westin Opéra 100 personnes, et ce n'est sûrement pas fini. PSE, plans de sous-traitance, tout est mis en œuvre pour une grosse restructuration du secteur de l'hôtellerie de luxe, et en plus Accor Invest vient d'annoncer le licenciement de 1900 travailleurs, dont près de 770 en France, sur fond de pandémie dont l'impact est évident. Et face à cela, à quelques exceptions près, on ne voit que silence et absence de réactions. L'US Commerce valide les négociations souterraines des PSE menées par des élus locaux pas très clairs sans même organiser de réunions pour les salariés, s'oppose même aux salariés du Westlin qui veulent s'opposer au PSE pour défendre l'emploi. Il y a un gros problème avec les directions syndicales réformistes, qui empêchent la mobilisation quand elle serait possible.

8 MARS : LE COMBAT DES OUVRIÈRES DE LATÉCOÈRE TUNISIE EST LE NÔTRE!

Depuis plus d'un siècle, le 8 mars c'est la journée mondiale des femmes socialistes, des femmes travailleuses, dans le combat anti-impérialiste mondial. Et depuis fin février, plus de 350 ouvrières de SEA-Latelec sont en grève en Tunisie, contre leur licenciement, et la solidarité se développe largement, en France dans le secteur aéronautique, contre le donneur d'ordre français, l'avionneur Latécoère.

- C'est une grève d'ouvrières contre l'exploitation capitaliste, au-delà des frontières, pour refuser de payer la crise sanitaire et économique dans la guerre économique mondialisée. C'est notre combat ici aussi!

- C'est une grève de femmes, contre le mépris de l'exploiteur tunisien, relais de l'impérialiste Latécoère. Après avoir licencié deux dirigeantes combattives il y a plusieurs années, le patron les méprise ouvertement, multiplie les violences sexistes, les femmes n'ont qu'à subir et se taire, mais elles ne se laissent pas faire! C'est notre combat ici aussi!

- C'est un combat contre les dirigeants syndicaux réformistes, corrompus et achetés par la direction, plus intéressés à négocier quelques privilèges avec les patrons qu'à organiser le combat contre l'exploitation capitaliste, pour une société libérée de l'exploitation. C'est notre combat ici aussi!

- C'est une grève contre un monopole impérialiste bien français, n°2 mondial du câblage aéronautique, qui a toujours préféré sous-traiter dans les pays à bas salaires, pour garantir ses profits et sa compétitivité face à la concurrence. C'est notre combat ici aussi, contre les monopoles impérialistes!

- C'est une grève, dix ans après le soulèvement du Printemps arabe, en Tunisie précisément, surgi des secteurs ouvriers et populaires les plus pauvres et exploités de ce pays dominé par l'impérialisme – notamment français. La grève des camarades de SEA-Latelec montre que le combat continue pour une vraie révolution, même si l'impression d'échec peut peser faute de débouchés en conscience et en organisation. C'est notre combat ici aussi, pour l'internationalisme contre l'impérialisme mondialisé! L'OCML Voie Prolétarienne salue le combat magnifique des ouvrières de SEA-Latelec, comme partie du combat anti-impérialiste mondial, contre les mêmes ennemis qui ne connaissent pas les frontières, contre le même système d'exploitation, contre la même oppression des femmes et des minorités.

Vive le 8 mars des femmes travailleuses!

Soutien à la grève des ouvrières tunisiennes de SEA-Latelec!



Déclaration de l'OCML Voie Prolétarienne du 8 mars 2021.

DÉFENSE DE L'EMPLOI ET ÉCOLOGIE/ ENVIRONNEMENT



17

Jusqu'il y a peu de temps, les syndicalistes qui se revendiquaient écologistes n'avaient pas bonne presse dans leur syndicat, en particulier dans la CGT. Et réciproquement.

D'un côté les ultra-productivistes aveugles sur ce qu'on appelle les « dégâts du progrès », prêts à défendre l'emploi quelle qu'en soit la nature et quel qu'en soit le coût environnemental. De l'autre les ultras écolos intégristes qui revendiquent la fermeture de toutes les usines un tant soi peu polluantes, sans le moindre état d'âme pour les travailleurs envoyés au chômage, « ils n'ont qu'à aller travailler ailleurs ». Voir l'article qui suit sur l'exemple de la SNEM à Montreuil.

Il a fallu les grandes catastrophes industrielles du XX^e siècle pour que les choses commencent à bouger, Bhopal, Seveso, Tchernobyl et Fukushima, AZF et tant d'autres. Défendre l'emploi à n'importe quel prix, ça a commencé à faire désordre.

La CGT d'AZF a éclaté sur le sujet, entre les ultras productivistes qui ont cherché les raisons de l'explosion dans des complots improbables, alors que le CHSCT et la Fédération de la Chimie remettaient en cause à juste titre la responsabilité de Total.

Et petit à petit l'ambiance a changé, on voit désormais même Martinez avoir de bonnes relations avec Greenpeace, le PC et la France Insoumise se

revendiquer d'une transition écologique et sociale « juste ». A la base, à Lubrizol (76), à Mourenx (64) contre SANOFI – voir *Partisan Magazine* n° 15, sur l'étang de Berre (13) face à Arcelor et aux raffineries, des rencontres ponctuelles ont eu lieu, des alliances se sont construites, syndicats et riverains contre les toxiques chimiques. De leur côté les ultras écologistes ne bougent pas d'un millimètre, mais est apparu un courant « écologique et social » radical, soucieux de prendre en compte la défense des travailleurs qui a quelque peu marginalisé les premiers.

C'est la lutte de la Papeterie La Chapelle Darblay, dans la banlieue de Rouen, qui va matérialiser le mieux ces évolutions et alliances. L'usine est dédiée au papier recyclé (hautement écologique, donc), et son patron veut la fermer, d'où une alliance inédite syndicats et écologistes pour sauver « la dernière usine de papier recyclé en France ».

L'argument est celui du recyclage – écologique par définition. Nous nous permettons d'être circonspects, car si la défense de l'emploi est évidemment incontestable, s'appuyer sur un argument économique très capitaliste, aussi écologique soit-il, n'est pas plus juste que la défense d'un arsenal militaire au nom du « Tuons français »... C'est encore une fois lier le sort du travailleur au sort de l'entreprise, une sorte de Greenwashing syndicalo-réformiste adapté à l'air du temps écologiste.

Mais alors que dire des entreprises de recyclage Paprec, véritables bagnes anti-ouvrier? Que dire de l'entreprise Environment Recycling dans l'Allier, véritable enfer chimique à ciel ouvert?

Que dire des serres industrielles de production bio en Espagne? Que dire de la production de voitures électriques (alimentées par l'électricité des centrales nucléaires)? C'est quoi, au final, une production écologique dans un monde capitaliste?

Comprenons-nous bien. Bien entendu, du point de vue de la nature et en première analyse, il vaut mieux produire du papier recyclé que de couper des arbres. Le problème, c'est d'en faire une perspective pour la défense de l'emploi, en forme de projet de société. Là, nous ne sommes pas d'accord! C'est la nouvelle version modernisée du capitalisme à visage humain, et écologique bien sûr!

Alors, on ne peut rien faire, tout cela ne sert à rien?

Absolument pas. Le combat écologique doit devenir une partie prenante du combat contre l'exploitation. Ce qui veut dire que les travailleurs doivent sans attendre les difficultés prendre la parole pour dénoncer toutes les atteintes à l'environnement, à la santé des travailleurs comme des riverains. Oui, ils sont très bien placés pour dénoncer les risques qu'ils vivent au quotidien.

Ils doivent sur cette base chercher des alliés dans la population riveraine, pour constituer des collectifs d'unité ouvriers/riverains contre les risques industriels, les atteintes à l'environnement et les risques chimiques. Mettre les usines à risque sous contrôle, exiger des analyses indépendantes, imposer les modifications nécessaires, jusqu'à l'abandon de produits et procédés trop risqués et incontrôlables. Et sur cette base exiger le reclassement dans d'autres productions moins aléatoires.

Dans ce travail de mobilisation et de confrontation, conscience et organisation grandiront à la fois de la nature profonde du capitalisme (et donc de tout ce qu'il y a à changer), et des forces à construire, qui sont les amis, et qui sont les ennemis, et qui sont les faux amis qui se cachent pour mieux nous tromper.

Et si l'emploi est un jour menacé, ils auront un réseau d'alliés déjà construit pour les combats à venir.



Nous l'avons dit, des expériences ont commencé à se mener ici et là, et c'est une bonne chose. C'est encore difficile parfois, beaucoup de confusion tant la force des réformistes pollue tout.

Mais c'est la voie à suivre.

ÉCOLOGIE ET EMPLOI : L'EXEMPLE DE LA SNEM À MONTREUIL

Une petite usine de traitement de surface pour l'aéronautique, sous-traitante de Airbus et SNEC-MA en particulier, une trentaine de salariés. Une usine vétuste située à toute proximité d'une école, dénoncée avec inquiétude depuis des années par les parents d'élèves. Des soupçons légitimes de pollution, une toiture percée et où les eaux de pluie rincent l'usine avant de se déverser en torrent dans la rue, l'utilisation de produits hautement toxiques comme l'acide chromique, mais également un contrôle étroit et effectif de la préfecture – la question étant de savoir si on peut faire confiance à un appareil d'État qui est à la fois juge et partie, pour qui le sort des entreprises est bien plus important que celui de la population. Bref, au minimum une usine dangereuse.

Enfin, pour être complet, l'usine se trouve au pied d'un parc, le Parc des Guilands, dans un quartier mélangé mais peu à peu envahi par les bobos, ce n'est pas anodin.

L'affaire commence à la rentrée scolaire 2017, suite à trois cas de cancer chez des enfants du voisinage. L'affaire est entendue, c'est la faute à la SNEM, bien qu'aucune preuve médicale ne soit apportée pour justifier l'accusation. Un rassemblement est organisé devant l'école contre l'usine toxique, autour d'une campagne d'affichage extrêmement agressive et mensongère (voir l'affiche ci-contre), avec l'objectif explicite de créer la peur. D'ailleurs, jamais ils ne déposeront aucune plainte, par exemple pour « mise en danger de la vie d'autrui », ils savaient trop bien qu'ils n'avaient aucune preuve. D'ailleurs, les médecins du quartier ne feront jamais la

corrélation entre les cancers et l'usine. Car le fond de l'affaire, on l'a bien compris, c'est que ces nouveaux habitants veulent bien du Parc des Guilands et de la verdure à leur porte, mais pas des usines et des ouvriers de l'ancien Montreuil...

Appuyés sur un réseau de communicants, de journalistes, de graphistes, d'intellectuels, les ultras bobos prennent la main pour exiger la fermeture de l'usine – ce qui se produira en juin 2018. Les allusions initiales à la défense des salariés feront long feu, disparaîtront très vite pour laisser la panique faire son chemin chez les riverains, entretenue vague après vague d'affichettes de désinformation, et en rester à la fermeture quoiqu'il advienne, et tant pis pour les ouvrier.e.s, ils n'avaient qu'à pas faire ce travail, ou ils n'ont qu'à aller travailler à Chartres (autre usine du même patron)... Une bonne dizaine d'articles dans la grande presse auprès de copains journalistes complètera le travail (Le Monde, Mediapart, Le Parisien, France Culture, le Canard Enchaîné, Envoyé



Spécial, Alternatives Économiques...). Et tout le petit milieu militant petit-bourgeois, NPA, libertaires et anars d'emboîter le pas sans réfléchir plus loin que le bout de leur nez, et sans prendre une seconde le temps de se renseigner sérieusement.

La Mairie, non concernée, restera prudemment en retrait, avec plusieurs communiqués exigeant la mise en conformité du site, et en même temps la protection des riverains. Ça ne mange pas de pain.

La Préfecture prendra l'affaire à fond, avec une multitude d'analyses toxicologiques environnementales (franchement jamais on n'a cette attention quand on est ouvrier soumis à l'amiante ou aux toxiques, mais là, avec les bobos, rien n'était trop beau...) qui ne révéleront rien d'anormal. Le patron sera mis en demeure de faire toute une série de mise aux normes.

Le patron est un patron voyou et complètement absent, qui se fout comme d'une guigne de ce qui se passe dans cette usine. Il n'a même pas porté plainte pour diffamation face aux accusations mensongères des bobos! D'ailleurs, en fait la fermeture était déjà envisagée, face à la chute des commandes des deux gros donneurs d'ordre.

L'UL CGT a été aux abonnés absents, et dans le déni total de la dangerosité de l'usine. À peine une réunion confidentielle avec les quelques syndiqués, mais absence aux AGs, pas de polémique contre les bobos, l'UL de Montreuil a abandonné les ouvriers à leur sort – d'ailleurs elle n'a même pas osé annoncer la fermeture et le licenciement des ouvriers dans le bulletin syndical de l'UL, la honte. Les ouvrier.e.s de l'usine avaient un vrai besoin de soutien public, face à l'armée de communicants, avocats et autres journalistes qu'ils avaient en face d'eux. Ils se sont retrouvés seuls, vite résignés, et bientôt au chômage.

L'UL Solidaires est arrivée pour soutenir sans aucun recul les bobos, et a aussitôt déserté le terrain.

Seul un petit groupe de riverains a redressé la tête après le rouleau compresseur médiatique initial, en lien avec quelques salariés de l'usine, pour à la fois dénoncer la vétusté de l'usine et les risques sur les salariés, et revendiquer une mise sous contrôle et des expertises indépendantes pour protéger la population et les riverains. Des mails dénonçant la propagande ultra sont diffusés sur les réseaux et les listes de diffusion, réfutant argument après



argument. Un voisin polémiquera publiquement lors d'une réunion à la Préfecture, n'obtenant que la fuite des ultras écolos. Des bombages anonymes dénoncent les « bobos toxiques » ou « bobos colons » dans le quartier. Voie Prolétarienne fera une affiche posée dans tout le quartier, hautement lue et commentée (voir ci-après). Et des affichettes de dénonciation virulentes seront posées une fois la fermeture effective. Mais jamais aucun journaliste ne prendra le temps de rencontrer ces riverains pour tenter de comprendre vraiment l'affaire...

Tout cela n'empêchera malheureusement pas la fermeture et le chômage pour les 25 familles, mais a contribué à créer des liens, sur une base de classe, en opposition à la fois aux ultras bobos écolos, comme aux négationnistes des risques dans une usine comme celle-ci, autour du mot d'ordre « Unité Habitants – Ouvriers contre les risques chimiques », qui faisait l'unité.



PLATE-FORME DE LUTTE POUR L'EMPLOI

Troisième version,
intégralement revue et complétée en mai 2021.

« Les syndicats agissent utilement en formant des centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but quand ils font un usage peu judicieux de leur force. Ils le manquent entièrement lorsqu'ils se contentent de mener une guerre d'escarmouches contre les effets du système actuel, au lieu d'essayer en même temps de le changer en se servant de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation finale de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour abolir une fois pour toute le salariat. »

Karl Marx dans *Salaires, prix et profits*, 1865.

PEUT-ON LUTTER CONTRE LES LICENCIEMENTS? MAINTENIR NOS EMPLOIS?

Aujourd'hui, quand une restructuration est annoncée, ce sont les questions qu'on se pose. Oui, bien sûr, on peut lutter, l'expérience le prouve. Mais il faut lutter **POUR L'EMPLOI**, tout au long du processus **qui prépare l'échéance des licenciements**, contre tous les aspects de l'offensive patronale qu'il s'agisse de l'intensification du travail, de l'allongement de sa durée, de la flexibilité, de la précarité...

L'attaque contre l'emploi a pris une grande ampleur ces dernières années. Elle a entraîné côté travailleurs de nombreuses défaites et pas mal de reculs : des licenciements et aussi des dégradations de conditions de vie et de travail.

Il faut partir de la révolte, de la prise de conscience et des mobilisations que provoque la répétition des vagues de licenciements pour démonter les mécanismes qui y conduisent, susciter et élargir la résistance et construire l'unité des travailleurs.

Ce n'est pas une crise conjoncturelle

Le problème de l'emploi s'est constamment aggravé depuis 50 ans et aujourd'hui il a un caractère **chronique et général** : tous les secteurs d'activité sont concernés, toutes les régions sont touchées. Les vagues de licenciements se succèdent que la conjoncture se dégrade, comme aujourd'hui, ou qu'elle s'améliore, que les entreprises soient en déficit ou qu'elles fassent des profits.

On continue à parler de crise, comme si c'était une mauvaise passe à franchir, mais on n'en voit pas le bout. En fait, cette situation n'a rien d'exceptionnel. Elle ne paraît exceptionnelle qu'en rapport avec la période des reconstructions nationales d'après-guerre qui ont vu une croissance continue et générale pendant 25 ans suite aux destructions massives. Mais, voilà à présent plus de 50 ans qu'on parle de crise, depuis que l'extension des échanges et la concurrence ont accentué la mondialisation de la guerre économique.

Ce n'est pas une crise¹ : c'est le fonctionnement normal, habituel du capitalisme. C'est clair si on se reporte aux deux siècles depuis que dure ce système. Si beaucoup de travailleurs l'avaient oublié et continuaient à attendre un retour de la croissance et du plein emploi, aujourd'hui ils comprennent que ce n'est qu'une illusion.

Des révoltes nombreuses

Chaque annonce de restructuration, avec sa charrette de licenciements, provoque des réactions d'indignation, de révolte, souvent de violence tout à fait justifiées². Car l'emploi c'est vital : c'est le pain, un toit, mais aussi des amitiés, un rôle social, la vie d'une famille, d'une région. Le licenciement est toujours une grave atteinte à notre intégrité physique et mentale.

Malgré cela, la lutte est difficile, les restructurations aboutissent et se succèdent, parfois jusqu'à la fermeture d'entreprises et la désertification de régions. C'est le défaitisme, même chez les



Le genre de slogans qui sème la confusion et qui remplace la lutte contre le capital par la lutte pour une meilleure répartition des richesses

.....

¹ Mais les crises cycliques du capitalisme existent néanmoins. Elles accentuent alors la guerre économique, la concurrence et son cortège de destructions : licenciements, chômage, précarité, désertification, etc.

² Les ouvriers de Cellatex dans les Ardennes, menaçaient de faire sauter leur usine en 2000 avec des bidons d'acide, comme plus tard en 2017 ceux de GM&S dans la Creuse.

militants combattifs. Effectivement, des exemples de luttes ouvrières qui ont empêché la fermeture de leur boîte, il n'y en a pas.

La mécanique du capitalisme est puissante, et l'idée désormais dominante dans le prolétariat, c'est qu'on ne peut rien faire contre ce mouvement de fond. Il faudrait en quelque sorte apprendre à vivre avec licenciements, le chômage et la précarité. Il est clair que la bourgeoisie ne peut et ne veut plus rien lâcher. Elle est décidée à restructurer à fond. Même les luttes les plus dures et déterminées arrivent à peine à limiter la casse, à sauver au mieux un poste sur trois, à arracher quelques primes pour ceux qui ont été épargnés.

Il en résulte un découragement et un fatalisme qui pèsent de plus en plus sur les travailleurs. Après l'explosion, on en vient assez vite à négocier les conditions des licenciements plutôt qu'à s'y opposer jusqu'au bout. Même les actions violentes ne deviennent plus alors qu'un moyen de faire monter les enchères et non de faire échec aux plans patronaux.

Il faut dire aussi que le patronat et L'État ont mis en place tout un édifice juridique pour éteindre la réaction ouvrière. La négociation d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (plus rien de « Social » comme dans le passé) sert à embourber les élus et délégués dans des pinailages juridiques sans fin, et place le centre de gravité de l'activité syndicale dans les discussions à huis-clos et pas dans l'organisation des masses ouvrières dans la lutte. Cela permet aussi de donner un peu de grain à moudre aux syndicalistes réformistes et bureaucrates, qui peuvent affirmer qu'ils ont réussi par la négociation à limiter la casse. La multiplication des Accords de performance collective (APC) et des Accords d'activité partielle de longue durée (APLD) suit la même logique. Le discours patronal, c'est celui du chantage à l'emploi sans complexe : « les suppressions de poste sont inévitables, mais si vous ne voulez pas ce cela soit pire, il faut accepter baisses de salaires, augmentation du temps de travail et des cadences, flexibilité et précarité, dégradation des conditions de travail ».

A l'appui, la procédure de PSE impose de commencer par discuter de la situation économique de l'entreprise (livre I), pour bien faire rentrer dans les têtes qu'il n'y a pas d'autre choix que d'accepter de subir la crise, avant de pouvoir rentrer dans la discussion des conséquences sociales (livre IV).

Et tout cela s'étale sur des mois, voire des années, le temps d'éteindre la combativité ouvrière. La bourgeoisie sait parfois manœuvrer et prendre son temps lorsque l'enjeu est suffisamment important. Ainsi, la privatisation et la destruction des avantages des travailleurs des secteurs nationalisés (SNCF, EDF, RATP) suit un véritable plan qui s'étale sur des années, indifféremment de la couleur politique du gouvernement.

Les plans sociaux se multiplient : certaines boîtes en ont subi plusieurs. Ils consistent à offrir quelques compensations pour convaincre des travailleurs d'être « volontaires » au départ. Ça coûte un peu plus au patron que le licenciement sec, mais il réalise son objectif essentiel, la **restructuration**. Ça rapporte un peu plus au travailleur, mais il renonce à défendre une nécessité vitale, **son emploi**.

À ce moment-là, l'antagonisme apparaît au grand jour : on voit bien qu'on est seulement utilisé en fonction des besoins de l'entreprise, comme une marchandise. Mais on est alors le dos au mur : pas beaucoup de marge de manœuvre face à des échéances imposées. On est conduit à se déterminer par rapport aux propositions du patron, c'est lui qui a l'initiative. Ceci explique l'apparente contradiction entre la force de l'indignation et la faiblesse des résultats.

Est-ce qu'il n'y a pas d'autre voie que de négocier des primes de licenciement? Est-ce qu'on doit toujours se réveiller trop tard?



Ce qu'on a appris de 50 ans de luttes

Tout d'abord, le bilan des luttes de ces dernières années permet de comprendre ce qui se passe lors des restructurations et de définir une orientation de défense des intérêts ouvriers, une plate-forme des travailleurs pour l'emploi, contre le plan social du patron pour les licenciements.

Ensuite, ce qu'on voit avec le recul, c'est que le problème de l'emploi n'arrive pas un beau jour, sans crier gare. Il découle de la logique capitaliste, de la guerre économique mondialisée. Les gains de productivité de l'entreprise, de même que l'intensification du travail, la réduction des coûts font apparaître à terme des «sureffectifs». Tout comme le travail déqualifié, répétitif, crée les «inadaptés aux techniques modernes».

L'emploi, c'est un problème permanent, mais qui n'éclate qu'à certains moments. La plupart du temps, l'antagonisme entre l'entreprise capitaliste et l'emploi n'apparaît pas; au contraire, il semble que la bonne marche de l'entreprise donne du boulot. Et puis on s'aperçoit que la plupart des mesures qui accroissent la rentabilité aboutissent périodiquement à la nécessité de «dégraissages».

Il n'y a pas une alternative : licenciements ou sacrifices; en fait, on a les deux et ça n'en finira pas. La règle c'est : licenciements + blocage des salaires + flexibilité + précarité³. Il faut lutter **contre toute la logique capitaliste** qui conduit à liquider des gens, des emplois, des régions.

Il ne faut donc pas attendre les restructurations massives, mais intervenir sur toutes les mini-restructurations qui les préparent, dans tous les domaines qui ont, à terme, des conséquences sur l'emploi : durée et conditions de travail, formation, flexibilité, précarité, sous-traitance de secteurs entiers⁴ ... Comme on a une plate-forme salariale, toujours prête et mise en avant à chaque occasion, il faut une **plate-forme emploi**.

.....
3 On se rappellera longtemps de Renault-Vilvorde. Après avoir tout accepté : blocage des salaires, augmentation des cadences, « dégraissages », flexibilité, précarité... Ils ont au final tous été mis dehors. Comme à Continental.

4 Comme la maintenance à Renault Lardy, ou le nettoyage à l'Hôtel Prince de Galles en ce début 2021.

De plus en plus de travailleurs ont fait l'expérience **qu'on ne se sauve pas avec son entreprise** contre les concurrents, fussent-ils japonais, américains, européens, français, du Nord ou du Midi. Les patrons licencient aussi quand ils font des bénéfices, quand ils ont obtenu des gains de productivité, quand ils veulent changer de production et la délocaliser pour des raisons de stratégie industrielle, commerciale ou financière.

De plus en plus de travailleurs ont compris que **les sacrifices d'aujourd'hui ne font pas les emplois de demain**, que la bataille pour la productivité ne peut aboutir qu'à leur défaite. Le problème c'est la guerre économique qui entraîne une dégradation pour tous, quels que soient la boîte, la région, le pays. La concurrence, c'est le nivellement par le bas. On le voit apparaître encore avec l'Europe : au nom de la compétitivité, chaque gouvernement prétend aligner les conditions de travail sur ce qui est le plus avantageux pour le capital chez les voisins, et donc le pire pour nous.

Cette prise de conscience est un point d'appui important pour une mobilisation permanente sur l'emploi, pour remonter des conséquences occasionnelles, les licenciements, aux causes permanentes **dans la gestion capitaliste**; pour refuser le consensus, l'esprit d'entreprise, la concurrence entre les travailleurs, qui ne font que conduire à jeter périodiquement une partie d'entre eux au chômage.

Comme disait un ouvrier dans une lutte pour l'emploi : **« Il va falloir arrêter les règles de ce jeu »!**

Une plate-forme pour l'emploi

Il faut des axes de lutte qui s'attaquent aux causes réelles et permanentes de cette situation et les fassent comprendre à tous les travailleurs, licenciés d'aujourd'hui ou de demain. Des axes qui les unifient dans les luttes au lieu de les pousser vers des tentatives de sauvetage individuel, la recherche du moindre mal et la concurrence entre eux. De ces axes, doivent découler des revendications qui permettent de se battre aujourd'hui, tout en construisant un meilleur rapport des forces et une claire conscience des enjeux.

Ces axes de lutte ne sont pas des solutions au problème de l'emploi **dans cette société** : faire des gains de productivité ne garantit pas le boulot, mais ne pas en faire non plus.

Mais en luttant aujourd'hui à partir des intérêts et des besoins réels des travailleurs, on peut construire un meilleur rapport des forces, nous unifier au lieu de nous concurrencer, construire l'unité contre la division, comprendre la logique de ce système pour commencer à ne plus le subir. Pour qu'il n'y ait plus de chômage, il faudrait une autre société, un autre rôle pour les travailleurs que celui de marchandise. C'est ce qu'il faut viser, sinon les luttes sur l'emploi ne seront toujours qu'un combat désespéré et sans fin.

On ne résoudra pas nos problèmes du jour au lendemain, mais on construira une force et une conscience en obtenant des résultats sans doute partiels, mais conformes à nos vrais intérêts. Des résultats, il y en a dans les luttes, sur les reclassements, la réduction des licenciements, la formation interne, l'embauche de précaires. Ils sont insuffisants et jamais définitifs, mais c'est déjà un autre destin pour les travailleurs que celui de marchandise que les patrons consomment puis dont ils jettent l'emballage.

Il y a deux situations auxquelles doit répondre une plate-forme : celle de l'annonce des licenciements et d'un plan social; mais aussi celle qui vient avant et qui prépare cette échéance.



ON N'A RIEN À GAGNER D'UN PLAN SOCIAL! NON AUX LICENCIEMENTS!

Le plan social tire son efficacité, pour le patron, des divisions et des illusions qu'il accentue.

Des situations différentes

La menace sur l'emploi est vécue différemment suivant l'âge, la qualification, la nationalité, la situation de famille... Suivant les cas, elle se traduit par le soulagement de la préretraite, l'occasion de changer de boulot dans de bonnes conditions, d'avoir un pécule;

mais c'est aussi pour certains l'antichambre de la misère et de l'exclusion sociale. Il divise enfin ceux qui sont sur la liste des départs programmés de ceux qui restent, pour cette fois, pour quelque temps... De même qu'il isole telle boîte dans un groupe, dans une région, pour des fermetures échelonnées.

Des solutions individuelles?

Quand le plan est mis en place, chacun est renvoyé à la solution la meilleure pour lui. Les officines spécialisées dans le débauchage orientent les «candidats au départ» vers des démarches individuelles (le fameux PDV, Plan de Départ Volontaire) et isolent soigneusement chaque cas.

Il s'appuie également sur des aspirations à la formation, à se tirer de l'usine, à l'indépendance (création d'entreprise), au fric, au repos, toutes aspirations étouffées dans la boîte et qui paraissent réalisables avec l'aide du plan social. Il affaiblit la lutte aussi dans la mesure, ou il attire ceux qui sont le plus à même de l'utiliser, et parmi eux souvent des militants.

Le gros morceau, c'est le plus souvent **la prime**. C'est ce qui est le plus facile à faire changer, et cela a été plusieurs fois le cas. Pas étonnant que le patron lâche là-dessus. C'est aussi le plus facile pour lui : il paie (souvent avec l'aide de l'État!) et il se débarrasse des gens. Mais de toute façon, les sommes obtenues restent dérisoires par rapport à la perte du boulot. Seuls s'y retrouvent ceux qui se réembauchent rapidement, à condition de ne pas trop perdre dans le changement (salaire mais aussi prime d'ancienneté) : **c'est une minorité**.

Prendre une position de lutte pour l'augmentation de la prime (« *vendre sa peau le plus chère possible* »), exiger deux mois de salaire par année d'ancienneté au lieu des 1/10^e de la Convention Collective, que la classe ouvrière ne se fasse pas jeter comme un chien, c'est important. Mais, en fait, c'est accepter le principe de la restructuration, du plan social et des licenciements. La lutte pour l'emploi est abandonnée au bénéfice d'une compensation illusoire. Ce n'est qu'après qu'on voit les dégâts : chômage longue durée; dégradation psychologique⁵ ; etc. Pire, pour l'avenir, c'est la dispersion du collectif de lutte qui s'était constitué sur l'entreprise.

.....
5 C'est ce qui s'est passé à Chausson Creil. On lira avec intérêt un petit livre qui en parle : « *Perte d'emploi, perte de soi* » de Danièle Linhart aux éditions Eres.

La solution de la formation?

Après des années pendant lesquelles la grande majorité des travailleurs en ont été tenus à l'écart, voilà qu'on leur fait miroiter des qualifications nouvelles et en plus c'est à eux de choisir. Au final nous chantent-on, les restructurations seraient une chance, une opportunité de se reconvertir vers des métiers d'avenir – et la formation en serait le moyen magique.

Encore une fois, **pour la majorité, c'est bidon**. La plupart des formations sont conçues pour des cadres, certains techniciens comme pour la maintenance. Rares sont ceux qui peuvent changer de métier ou se qualifier à partir de telles formations. Il faudrait des cours progressifs et sur une durée hors de proportion avec ce qui est proposé dans les reconversions. Quant aux « bilans de compétences », aux stages de « remise à niveau » ou de « connaissance de soi », ils ne débouchent pas sur une qualification et ont souvent servi à « démontrer » aux licenciés à quel point ils étaient dépassés et incapables de suivre une véritable formation. **Ces propositions sont avant tout un moyen de faire signer les gens, un mirage pour une vie meilleure.**

Depuis 50 ans, l'expérience a été faite : la crise capitaliste touche tous les secteurs et tous les métiers et aucune formation ne garantit un reclassement et un avenir. Les vagues de restructurations s'enchaînent les unes derrière les autres, et la formation n'est pas du tout le miracle annoncé. Juste une illusion pour faire passer la pilule des PSE et des licenciements.

De plus, les capitalistes eux-mêmes n'y croient plus. La formation professionnelle en entreprise est réduite comme une peau de chagrin, la formation s'est transformée en DIF, puis en CPF avec des droits de plus en plus réduits, et désormais quasiment l'obligation individuelle de payer soi-même en partie ces formations très coûteuses.

Les mutations et reclassements?

Dans le cas de fermeture ou d'arrêt important de production l'unique alternative c'est de lutter pour l'emploi sur place à tout prix ou un emploi au prix d'un déplacement. Quand une production est arrêtée, le rapport de force est très défavorable et refuser les reclassements serait démobilisateur, car c'est très souvent le chômage sans perspective.

Il est vrai que c'est une faille dans la lutte, un ferment de division, le début de l'accomplissement du projet patronal. Mais **ce qu'on défend c'est l'emploi**, notre survie de prolétaires, ici ou ailleurs (sous condition) et non pas telle ou telle production ou tel ou tel site industriel comme le font le PC ou la direction de la CGT complètement imprégnés de la défense de l'emploi industriel (capitaliste). C'est encore plus vrai dans le cas de désertification d'une région, de restructuration massive : **il faut alors exiger le maintien des emplois sur place**. Et encore plus vrais pour les emplois déqualifiés, d'ouvriers à la chaîne, de l'automobile, l'alimentaire, du textile ou autres.

D'autre part, on ne supprime pas la division en refusant les reclassements. Il faut lutter pour le maximum de reclassements, collectivement à des échéances communes, dans les meilleures conditions. C'est une mesure que l'on ne peut refuser a priori.

Se mettre à son compte?

C'est l'illusion la plus répandue. Toucher le pactole, acheter une voiture pour faire taxi, reprendre un commerce (café, épicerie), créer son entreprise pour les plus qualifiés (électricité...). Le rêve d'échapper au capitalisme, à la dictature d'entreprise, à l'arrogance des petits chefs, de pouvoir enfin travailler « pour soi », comme on a envie.

La réalité se charge très vite de se rappeler au bon souvenir de tou.te.s. Uber et autoentrepreneurs, nouvelle forme d'esclavage. Taux de faillite considérable des nouvelles entreprises. Baigne des petits commerces où il faut travailler 70h par semaine pour seulement survivre, quand la concurrence ou une pandémie ne vient pas tout foutre en l'air.

Ah, bien sûr, il y a les quelques retraités chanceux qui vont toucher le pactole et partir au pays ouvrir un petit commerce. Encore faut-il avoir envie d'y retourner définitivement... et c'est rarement le cas. Et ces quelques cas ne sont là que pour faire miroiter un mirage en laissant croire à une issue individuelle.

Mais le capitalisme ne s'arrête pas à la porte des usines. Il envahit toute la société, de la cave au plafond, et la révolte des Gilets Jaunes a montré la réalité de ce qu'il en était. Nouvelles crises, nouvelles mesures de restructurations imposées, et cette fois subies seul.e face aux banquiers ou à L'État.

Les retours des immigrés au pays?

Vieux rêve de la droite la plus réactionnaire, ils ne sont plus guère choisis. Là aussi, des illusions sont tombées. Il faut réaffirmer sans aucune hésitations le droit pour tous ceux qui le désirent de rester et de garder leur emploi.

Les préretraites?

Tout en sachant que les conditions n'en sont pas bien souvent satisfaisantes, qu'on ne peut les faire changer à partir d'une seule boîte, que la lutte en est affaiblie, c'est très difficile de s'y opposer actuellement, même si ce sont véritablement des suppressions d'emplois. A part bien sûr, le soutien à ceux qui ne voudraient pas partir et subiraient des pressions. Face au risque du licenciement, avec l'usure physique et le ras-le-bol d'un travail sans intérêt, la préretraite est attendue par tous. Ce qu'il faut avancer, c'est l'exigence d'une retraite pleine et entière : au patron de payer l'usure dont il a profité. Mais attention, aujourd'hui, elles se feront de plus en plus rares; et dans de plus en plus mauvaises conditions. Et exiger l'embauche pour remplacer les postes ainsi menacés.

Au total, sauf pour les préretraites et, sous condition, les reclassements, il n'y a ni solution, ni compensation au licenciement que l'on puisse accepter dans un plan social.



LES SOLUTIONS « RÉALISTES », MAIS BIDON

Améliorer le plan social?

Le plan social est un bon terrain pour ceux qui veulent cogérer le capitalisme, mais sur lequel se retrouvent aussi ceux qui, ne voyant pas la possibilité aujourd'hui de faire échec à une restructuration, pensent construire un rapport des forces en luttant pour l'amélioration des propositions patronales, pour « éviter le pire ». Elles paraissent accessibles et répondent à certains vœux des travailleurs : il y aurait donc la possibilité de s'appuyer sur le plan social (même si on ne le signe pas) pour réussir une mobilisation.

Peut-on, en partant d'une lutte pour l'amélioration du plan, renverser le rapport des forces et passer ensuite à une lutte plus offensive, pour l'emploi? L'argument en faveur de cette démarche c'est de partir de ce qui existe. Il paraît accessible aujourd'hui et correspond au choix tel qu'il se présente concrètement aux travailleurs faute d'alternative crédible : qui la préretraite, qui la grosse prime, qui la formation qualifiante... En d'autres termes, on veut alors ne pas avoir un objectif trop ambitieux **et contourner** le fatalisme et le découragement qui démobilisent.

Mais en fait, c'est la **logique même du plan social : il divise et affaiblit le collectif des travailleurs**. D'abord, quand il n'y pas fermeture, il divise les licenciés des autres. Mais aussi parmi ceux qui sont visés : dès que la préretraite est accordée, que des garanties sont offertes à certains (en fonction de l'âge par exemple), que d'autres ont signé ou sont mutés, **les situations particulières** prennent le dessus. De sorte que, si l'annonce de suppressions d'emplois provoque souvent des mobilisations importantes, celles-ci retombent dès la mise en œuvre du plan social. Et si elles se prolongent, c'est sur un objectif comme la prime de licenciement et c'est accepter l'échec par avance.

On ne bâtit pas l'unité sur des revendications éclatées, en s'appuyant sur les différences entre travailleurs.

Sur une revendication salariale, tout le monde est uni autour de la feuille de paie. Sur l'emploi, il n'y a rien d'évident et l'unité est fragile. Pour chacun, l'emploi ce n'est pas une question de pourcentage d'augmentation plus ou moins important ou de différence de catégorie, c'est tout ou rien, c'est le maintien ou l'exclusion dans le collectif de travail. **Il faut donc un niveau de conscience et de solidarité plus élevé.**

C'est bien cet objectif-là, le maintien de l'emploi, qui unifie le mieux et qui correspond aux intérêts réels des travailleurs. C'est donc autour de lui que l'on pourra construire un rapport de forces significatif.

Mais ce n'est pas seulement pendant la période de réalisation de la restructuration qu'on y parviendra. A ce moment-là, c'est **NON AUX LICENCIEMENTS**. Mais il faut mettre au jour le problème **avant** d'en arriver là, quand il mûrit et concerne tout le monde. L'échéance est inévitable : il faut la prévoir. On doit alors résister et mener des luttes

sur des questions comme la durée et l'intensité du travail, sur la formation, sur la flexibilité et la précarité... Sur toutes les questions liées à l'emploi.

Mieux partager les profits?

C'est un réflexe chez beaucoup de syndicaliste de brandir l'argument des profits engrangés par l'entreprise pour mobiliser contre les suppressions d'emploi; celles-ci n'en apparaissent que plus scandaleuses et injustifiées aux yeux des travailleurs. Ainsi Lutte Ouvrière surfe sur ce sentiment avec son mot d'ordre « Maintien des emplois et des salaires en prenant sur les profits ».

Mais il ne faut pas croire qu'on puisse contraindre les patrons à un partage des profits des entreprises pour augmenter les salaires et maintenir les emplois en cas de crise. Pourquoi? Parce que faire des profits ne suffit pas; rien que pour survivre dans la concurrence, une entreprise doit proposer un **taux** de profit (c'est-à-dire le montant du profit par rapport à l'investissement) « concurrentiel » pour attirer des investisseurs. Attirer toujours plus de capitaux est une nécessité, car il faut grossir toujours plus pour rester dans la course. Et pour cela, les entreprises doivent promettre un taux de profit plus élevé que les autres. L'argument des bénéfices, même s'il paraît mobilisateur

et un appui aux revendications ouvrières, n'offre qu'une perspective à courte vue, et introduit une compréhension fautive du fonctionnement du capitalisme par les travailleurs.

Encore plus grave : par contre coup, il ouvre la porte à l'acceptation de son triste sort quand l'entreprise est effectivement perdante, et déficitaire dans la guerre économique mondialisée... Si on appuie la défense de l'emploi sur l'existence des bénéfices, on est désarmés quand il n'y en a plus...

Les réformistes se prétendent « meilleurs comptables » que les capitalistes, ils sont en plein dans le truc. Ils sortent les chiffres qui les arrangent, oublient la concurrence, et en plus laissent croire qu'avec une meilleure répartition des richesses ce serait le socialisme. Mais le fond de l'affaire, c'est que l'ouvrier restera ouvrier, il aura peut-être un peu plus de sous, mais rien ne changera dans son quotidien d'exploité et de dominé.

Les subventions?

Dans le même ordre d'idée, le fait que les entreprises gavées de subventions publiques se permettent de licencier offusquent énormément dans les syndicats de boîtes confrontées aux suppressions d'emploi. Il n'y a là en réalité rien de nouveau. Il faut comprendre que les entreprises ne licencient pas MALGRÉ les aides de L'État, au contraire les aides d'État sont justement versées POUR aider les entreprises à se restructurer! Et cela ne date pas du CICE, mais existe depuis au moins les années 1950. L'État n'est pas victime de la fourberie des capitalistes, ni même corrompu par eux; il s'agit d'une même classe aux manettes, la bourgeoisie, qui se sert des divers instruments à sa disposition.

Comment peut-on imaginer des subventions publiques au service des prolétaires (comme le fait « l'Appel des TUI » de janvier 2021), alors que le rôle de L'État a toujours été de soutenir les capitalistes dans la guerre économique mondialisée? Bien sûr, il faut dénoncer tous ces cadeaux faits à nos exploités, et la dénonciation des subventions étatiques ou régionales, du crédit impôt recherche des crédits à taux zéro, des tarifs préférentiels pour l'électricité etc. en font partie. Mais pour dénoncer le rôle de L'État dans le soutien aux restructurations et à l'impérialisme, pas pour répandre l'illusion que L'État puisse être neutre et protecteur des travailleurs!



Affiche de Lutte Ouvrière (trotskyste).

Les contre-projets industriels?

C'est évidemment une tentation lorsqu'une restructuration provoque des licenciements, de rechercher des solutions « réalistes ». Elles aboutiraient aux mêmes résultats -- rentabilité, compétitivité --, mais sans les conséquences douloureuses pour les travailleurs.

Si de telles solutions existaient, le patronat n'aurait aucune raison de ne pas y recourir. Mais quand on commence à avancer ce genre de perspectives, c'est déjà se préparer à accepter que ce soit les considérations de bonne gestion capitaliste qui l'emportent sur les intérêts des travailleurs. C'est dans cette logique réformiste que se sont finalement inscrits les Moulinex : acceptant des réductions, des fermetures ici ou là au nom de la sauvegarde de l'entreprise. Jusqu'à sa fermeture totale aujourd'hui!

De même, s'en prendre à la mauvaise gestion du patronat, opposer une autre gestion qui reste dans le cadre de la concurrence et de la rentabilité, c'est masquer les véritables origines des restructurations. Les lois de la concurrence s'imposent aussi au patronat, sauf que lui s'arrange autant que possible pour en faire retomber les conséquences sur nous. Bien souvent ces projets de gestion se font au nom de slogans chauvins. C'est le trop fameux « tartempion vivra », défendu par le soi-disant PCF, qui opposait les intérêts des travailleurs d'ici à ceux de là-bas⁶.

La CGT n'a plus de projet syndical cohérent à proposer aux travailleurs, sinon ces fameux contre-plans industriels supposés proposer une alternative aux restructurations capitalistes, tout en respectant les règles du jeu de la concurrence, du profit, du marché⁷. Contre plan dans le verre industriel, contre plan dans l'énergie, contre plan pour Renault pour relocaliser la sous-traitance (et tant pis pour les ouvriers de Roumanie, de Tchéquie ou de Turquie), contre plan dans la recherche et la santé (SANOFI), contre plan pour un service public du ferroviaire etc. Ce qu'il y a de frappant dans ces prétendus « contre-plans réalistes », c'est que JAMAIS la concurrence mondiale, la guerre économique mondialisée n'apparaissent. Pour

6 C'est une réaction bien souvent spontanée et à court terme qui mène à ça. Une ouvrière de Daewoo regrettait amèrement d'avoir fait le jeu de sa direction et d'avoir peut-être contribué à pousser le concurrent Moulinex à fermer ses portes.

7 Voir l'article du blog « Où va la CGT ? » du 8 octobre 2012 : « Défendre nos emplois, OUI, l'industrie capitaliste NON ! ». Voir <http://ouvalacgt.over-blog.com/article-9-octobre-defendre-nos-emplois-oui-l-industrie-capitaliste-non-11007057.html>

la cgt Renault LE 6 MAI ENGAGEZ-VOUS ! TOUS AU MANS ET A DOUVRIN

Assembler des DACIA en France
C'est possible dans nos usines RENAULT !

1/3 des modèles DACIA Sandero/Duster produits dans les pays de l'Est sont vendus en France

Produire là où l'on vend

C'est plus écologique ! C'est mieux pour nos emplois ! C'est mieux pour le client !

Un contre-projet qui fleure bon le chauvinisme!

ces réformistes gestionnaires, la crise du capitalisme n'est que la mauvaise gestion financière de quelques patrons avides de profits contre laquelle il est facile de trouver des solutions industrielles pour l'intérêt général. Le capitalisme, ils s'y sont fait, et veulent se présenter en meilleurs gestionnaires, mais ce n'est qu'une mauvaise blague et une impasse.

On ne peut que rejeter et la gestion (bonne ou mauvaise) et les lois qui la guident si on veut défendre nos intérêts.



DES AXES DE LUTTE POUR L'EMPLOI

Défendre l'emploi, l'intérêt ouvrier et rien d'autre!

Face aux restructurations capitalistes, à la guerre économique mondialisée, les ouvriers et les travailleurs en général défendent d'abord leur emploi et celui de ceux qui n'en ont pas, ce qui est la condition de leur survie matérielle et psychologique, individuelle, familiale et sociale.

On défend donc l'emploi, quoiqu'il en coûte, « Zéro licenciements ! », avec acharnement, sans se préoccuper de tous les discours des bons gestionnaires qui viennent nous expliquer qu'on n'est pas raisonnables, que la situation est ci et ça, que la concurrence, qu'on va devoir fermer etc. La guerre économique capitaliste mondialisée, ce n'est pas la nôtre et nous ne voulons pas en être la chair à canon !

La défense de l'emploi, c'est la défense du poste de travail, c'est la défense du reclassement dans les mêmes conditions sociales, et ce peut même être la défense de la recherche d'un repreneur, par exemple lorsque la restructuration a pour objectif de fermer une entreprise, après rachat par un concurrent seulement pour récupérer les marchés⁸. Mais attention, on ne rentre pas dans le débat industriel, des « bons » ou des « mauvais » choix, on reste fermes sur la défense de l'emploi et des intérêts ouvriers, sans concilier avec le bon ou le mauvais fonctionnement du capitalisme, une occasion de plus pour dénoncer le capitalisme et son fonctionnement.

Sur la durée du travail

Pour les entreprises, être compétitives c'est notamment augmenter la productivité du travail, automatiser, robotiser. Ce qui tendrait à réduire le temps de travail nécessaire pour la production.

Mais les patrons trouvent plutôt leur compte à licencier : ils se débarrassent des gens les plus usés, ils font pression sur tous les travailleurs qui craignent pour leur place et ils réduisent ainsi leurs coûts salariaux très facilement. Si, pour avoir le même résultat, ils réduisaient la durée du travail, il leur faudrait réduire les salaires en proportion; c'est ce qui se passe en cas de chômage partiel mais ce serait plus difficile à faire avaler en permanence. Aussi **la logique capitaliste transforme l'augmentation de la productivité par du chômage**. Ou alors elle utilise cette menace pour faire du chantage en échange de la création ou de moins de suppressions d'emplois, le patronat nous propose plus de flexibilité, de travail le samedi ou le dimanche.

.....

⁸ C'est par exemple le cas aujourd'hui de l'usine Ferroglobe à Château-Feuillet en Savoie. Voir <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/manifestation-ce-1er-mai-pour-denoncer-la-fermeture-de-l-usine-ferropem-de-chateau-feuillet-a-la-1619854372>

L'emploi est encore subordonné à l'utilisation des machines, avec une dégradation des conditions de vie et de travail.

C'est dans cette logique que se sont inscrits **les fameux « 35 heures Aubry »**. Derrière une réduction, souvent fictive, du temps de travail se profilait un considérable développement de la flexibilisation du travail et une dégradation des conditions de travail, de vie et de salaire, qui se sont développés depuis les années 2000.

Par contre, pour nous, **réduire le temps de travail reste une revendication centrale**; une réduction sans intensification du travail, sans flexibilité ni perte de salaires, évidemment. Elle a été un axe de lutte dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, et cela au niveau international. Elle a un rôle important et unificateur parce qu'elle est liée à une conception de la vie et du travail ainsi qu'à la place des travailleurs dans la société. L'évolution dans ce domaine est très loin de ce qu'aurait pu permettre les gains de productivité depuis 50 ans. De ce point de vue nous pensons que nous devons revendiquer **30 heures de travail maximum aujourd'hui par semaine**, avec embauches correspondantes.



Réduire le temps de travail, c'est moins de temps à s'user et à être soumis à la hiérarchie et aux cadences infernales. C'est aussi le moyen de faire autre chose : de la formation pour accroître ses connaissances générales et professionnelles, des pauses pour se voir, des réunions pour réfléchir à nos intérêts et s'organiser. C'est du temps pour mieux équilibrer et maîtriser notre vie dans tous les domaines (les enfants, la vie politique, la culture...). Voilà à quoi devrait servir pour une bonne part le progrès technique.

Cette réduction doit se faire sans diminution de salaire, sans flexibilisation ou annualisation du travail et avec embauche des chômeurs. Il y a trop de gaspillages, de parasites, d'inégalités et de privilèges dans cette société pour que ce soit à nous de réduire notre niveau de vie. **« Travailler moins, pour travailler tous »**, mais ça le capitalisme n'en veut pas.

Le premier pas, ce serait déjà le refus des heures supplémentaires. Il faut avoir conscience que c'est une question liée à l'emploi et que pour augmenter les salaires, il faut lutter et non pas se crever davantage.

L'autre volet de la réduction de la durée du travail, c'est la retraite à 55 ans, sans aucune condition de trimestres ou d'abattements, qu'il s'agisse des femmes, des sans-papiers ou des carrières incomplètes. Le capitalisme lui-même sait utiliser les pré-retraites, le portage jusqu'à l'âge officiel quand il en a besoin pour valider un plan de restructurations. Et en plus, chacun sait qu'après cet âge de 55 ans, les ouvriers et prolétaires ne travaillent le plus souvent plus, au chômage ou en invalidité.

Reprenons cette revendication aujourd'hui délaissée, défendons notre droit à une retraite décente après une vie d'exploitation !

Sur l'intensité du travail

C'est aussi un moyen d'élever la productivité du travail. L'augmentation des cadences, le « lean management », « l'excellence opérationnelle », les « 5S » et toutes ces nouvelles politiques patronales de gestion de la productivité⁹ vont dans ce sens, accentuées avec l'automatisation et l'informatisation des procédés : les politiques patronales organisent le travail et conditionnent l'ouvrier pour en tirer le maximum, l'informatisation contraint totalement le rythme de travail. Le télétravail en est la dernière invention avec son développement massif pendant la pandémie, et les gains considérables de productivité qu'il a permis dans les métiers où il est possible.

.....

⁹ Dans les restructurations, toutes ces Nouvelles Politiques Patronales (ou Lean Production en anglais, c'est-à-dire la production allégée --- mais pas pour nous !) et les licenciements sont liés. Voir notre brochure : « La production allégée, le prolétaire et le rire et le temps perdu » <http://ocml-vp.org/article766.html>

L'intensification du travail est un moyen peu coûteux d'augmenter la productivité : il est donc très intéressant pour le patron, et particulièrement important dans la guerre économique, d'où toutes les batailles **sur la pénibilité**, aujourd'hui un peu oubliées¹⁰.

Sur les **cadences**, il y a eu pas mal de résistance, beaucoup moins maintenant avec la menace sur l'emploi. Quand on commence à comprendre où ça mène - **à la réduction des postes** - on peut se dire qu'il est sans doute temps de se remettre à « couler », à refuser les chronos ou (on se modernise là aussi !) à être filmé pour l'analyse des gestes et à boycotter les réunions dans lesquelles on veut nous faire dire comment réduire les temps.

Résistance aussi sur la **polyvalence** qui permet de réduire au minimum les effectifs nécessaires, de les faire coller aux besoins de la production ou des services, sur l'**autocontrôle** qui ajoute le contrôle au boulot qu'on faisait déjà, ou encore sur l'**auto-organisation** qui nous pousse à appliquer nous-mêmes des méthodes qui économisent des emplois.

Contestation enfin de toute la propagande patronale, à travers journaux d'entreprises, séminaires, cercles, qui voudraient nous fermer les yeux sur les conséquences de la gestion capitaliste (interdit de parler salaires et licenciements dans ces réunions) et nous faire croire aux vertus de la compétitivité.

Toutes ces mesures des nouvelles politiques patronales s'appuient, elles aussi, sur des aspirations ressenties par les travailleurs (travail plus riche, plus divers, plus de responsabilités, etc...). Mais avec un peu de recul, on s'aperçoit à quel point, loin de les valoriser, elles les briment : le travail devient plus pénible physiquement et psychologiquement. La dépendance est encore plus grande par rapport aux rythmes de travail. Les divisions au sein du collectif de travail se font plus fortes, le pouvoir des cadres se trouve renforcé. **Cela sans davantage de garantie sur l'avenir, bien sûr.**

.....

¹⁰ Voir la plaquette réalisée sur le blog « Où va la CGT ? » : « Le Compte Personnel de Prévention de la Pénibilité : support de formation syndicale » <http://ouvalacgt.over-blog.com/2016/11/le-compte-personnel-de-prevention-de-la-penibilite-support-de-formation-syndicale.html>. On peut aussi consulter toute la section de ce blog consacrée à la pénibilité.

La pénibilité du travail doit être remise au premier plan dans le cadre de la défense de l'emploi, elle use prématurément les corps et les esprits des prolétaires, poussant à une rotation encore plus rapide de la force de travail, d'où précarité et licenciements.

Sur la précarité

Elle a donné des moyens faciles au patronat pour adapter les effectifs à ses besoins. Les variations de travail sont encaissées par les intérimaires ou par les CDD. Mais cela veut dire aussi que les effectifs en fixe sont calculés au plus juste; d'où les pressions sur l'absentéisme, sur les remplaçants, sur les pauses, sur les changements de poste, sur les horaires flexibles : **précarité des uns et intensification pour les autres vont de pair.**

Parmi les travailleurs, il y a une forte tendance à se sentir protégés grâce à la précarité des autres. Pourtant, quand il y a une restructuration, si les intérimaires partent les premiers, les autres suivent peu après. Les laisser partir, c'est simplement se retrouver en première ligne pour la suite. C'est se comporter comme ceux qui

n'étant pas sur la liste laissent virer les copains en espérant que ça ne leur arrivera pas. C'est ignorer que la précarité n'est qu'une des formes de cette flexibilité qui atteint tout le monde aujourd'hui, qu'il s'agisse des horaires, des salaires, de l'emploi ou du statut. Il faut rejeter toutes les variétés de CDD, encouragées par l'État qui pratique d'ailleurs largement lui-même via toutes les formes de vacataires, contractuels et autres contrats aidés ou même service civique.

Il faut poser en permanence **la question de l'embauche des précaires.** La mobilisation est difficile mais on peut construire une unité en intervenant sur les problèmes spécifiques de ces travailleurs, pour le respect de leurs droits, limités mais tout de même bafoués et sur leurs conditions de travail. C'est devenu un mot d'ordre central dans l'automobile (par exemple à la CGT PSA Sochaux ou Mulhouse) où l'intérim est devenu structurel sur les chaînes, aux postes les plus durs, là où l'intensification de la production est devenue telle qu'un ouvrier fixe ne peut plus tenir et qu'il faut changer d'intérimaire tous les six mois, en renvoyant le kleenex usé chez lui, le dos et les articulations cassées par le rythme infernal du boulot.



Sur la sous-traitance et les sans-papiers

Depuis les années 90, la sous-traitance explose dans tous les secteurs économiques. Elle sert à diviser la classe ouvrière, et à surexploiter sa fraction la plus vulnérable et la moins qualifiée, via des statuts différents, pour augmenter la productivité globale et le taux de profit des bourgeois. Le combat pour la réinternalisation de la sous-traitance et de l'embauche en fixe a peu à peu pris de l'importance, à côté de celui d'égalité des droits, avec comme axe central l'unité des travailleurs et la réunification des collectifs de travail.

C'est dans l'hôtellerie que le combat a été le plus dur, avec les luttes victorieuses menées en région parisienne par la CGT-HPE, qui a arraché la réinternalisation des femmes de chambres dans une quinzaine d'hôtels. Ce syndicat organise par un travail patient depuis des années parmi les couches les plus précaires du prolétariat, principalement les femmes immigrées, et permet la formation et l'éducation d'une toute une nouvelle génération de militantes et de militants sur le terrain, et dans un secteur très difficile du prolétariat. Il met au premier plan le combat de classe et la défense des personnels, mais n'abandonne pas la dénonciation des syndicats réformistes pourris.

En outre, la lutte contre la sous-traitance est également portée par des syndicats ou des associations dans le nucléaire (association Ma Zone Contrôlée), à la SNCF, dans les hôpitaux, dans les télécommunications.

Mais attention, là encore il y a deux voies : ceux qui se battent du point de vue de l'intérêt ouvrier, pour l'unité de la classe, et ceux qui avancent en priorité l'efficacité de la production (capitaliste) et ne revendiquent pour cela que la réinternalisation des emplois essentiels (on voit cela à la SNCF, ou dans le nucléaire). Encore une fois une voie révolutionnaire et une voie de cogestion pour rendre le capitalisme plus efficace... D'ailleurs il y a un paradoxe à savoir que certains très gros monopoles impérialistes (Arcelor, Airbus, PSA par exemple) sont en train (2021) de réinternaliser certaines productions sous-traitantes, mais dans le cadre d'une nouvelle vague de restructurations pour encore une nouvelle fois augmenter la productivité, via la flexibilité, la polyvalence et l'intensification du travail !



Femmes de chambres en lutte du palace parisien Park Hyatt Vendôme.

De la même manière, il faut exiger la **régularisation sans condition de tous les travailleurs sans-papiers**. Leur exploitation est la forme ultime de la précarité et de la flexibilité, une véritable délocalisation interne. Dans le bâtiment, la sous-traitance en cascade s'appuie sur ces ouvriers sur-exploités. La cause des sans-papiers est partie intégrante de la lutte contre la précarité et la flexibilité.

Pour la solidarité internationale

Depuis les années 90, la mondialisation s'est accentuée, et il n'existe plus d'entreprise isolée sur le marché mondial. Les monopoles sont partout, globalisent la production sur toute la planète, délocalisent, au gré de la variation des taux de profits et des conditions d'exploitation ou de la logistique (on le voit avec la pandémie de la COVID19).

C'est un chantage de plus sur l'emploi, avec la menace de délocaliser en Chine, à Madagascar, en Pologne ou ailleurs, et nombre de réformistes rentrent à fond dans ce jeu au nom du fabriquant français, de la défense du travailleur en France, sans se préoccuper de ce qui se passe ailleurs.

Heureusement, des syndicalistes de classes ont compris l'enjeu. La solidarité des syndicats de Renault a été sans faille avec les travailleurs de Bursa en Turquie, ou de Dacia en Roumanie, comme la solidarité des camarades espagnols de PSA Madrid lors de la fermeture de l'usine

d'Aulnay. Les ouvriers de l'aéronautique de la région toulousaine se sont mobilisés largement et à plusieurs reprises pour soutenir la lutte contre les licenciements chez Latelec en Tunisie.

La classe ouvrière est internationale, son avenir ne peut pas être nationaliste et chauvin !

Pour l'embauche

Lutter contre l'intensité, la durée et la flexibilité du travail, c'est améliorer nos conditions de travail et de vie. **C'est aussi exiger l'embauche de chômeurs**, ne serait-ce que pour compenser la réduction du temps de travail, sans qu'il y ait accroissement de son intensité. S'il y a une tendance à mettre de côté les précaires, vis-à-vis des chômeurs c'est carrément l'ignorance ; comme si, une fois qu'un travailleur est licencié, nous n'étions plus concernés par sa situation.

Nos intérêts à nous, c'est de **travailler tous et moins**. Ce qui fait le lien entre tous les axes de lutte avancés ci-dessus et tous les travailleurs. Il s'oppose à la logique capitaliste qui écrase les uns et exclut les autres.

Sur la désertification des régions

Quand les restructurations touchent une région entière, le maintien d'activité est un enjeu important, qui doit permettre de réunir différentes boîtes et de larges couches de la population. Ce n'est pas un projet industriel, c'est une conception du développement régional à laquelle il faut réfléchir. L'exigence de la création d'emplois est la plus importante, pas seulement au plan individuel, mais **pour le maintien d'un collectif, d'une vie sociale, de traditions et d'acquis**. « Vivre et travailler au pays » doit rester un mot d'ordre de mobilisation large.

Il faut exiger **la création d'emplois avant tout licenciement** (une promesse non tenue de Mitterrand à la sidérurgie... il y a bien longtemps). Les collectifs inter-boîtes permettent de mettre en évidence les conséquences globales des restructurations. De tels collectifs, dans la période actuelle, devraient être plus nombreux, quasi-permanents et pour le moins accompagner toute attaque contre une boîte afin d'en montrer les conséquences pour tous.

L'écologie, la santé, l'emploi

Depuis quelques années, l'Écologie est un nouvel argument évoqué par les capitalistes pour justifier les restructurations et les licenciements, par exemple par Total à la raffinerie de Grandpuits : c'est le « Greenwashing ». Qui oserait contester la nécessité de protéger l'environnement ? En réalité, les capitalistes s'en moquent bien. Sous le capitalisme, il n'existe pas de production « propre », pas de « transition écologique » possible, ce n'est qu'un prétexte pour faire avaler une nouvelle phase de restructurations au service des monopoles. Les dégâts sur l'environnement et la santé humaine sont soit délocalisés dans d'autres pays, soit changent de nature.

Exemple de l'énergie nucléaire, certes « décarbonée » (et encore), mais à l'origine du problème insoluble des déchets radioactifs. Ou encore des voitures électriques, et des panneaux solaires, dont la fabrication nécessite de terres rares extraites dans des conditions épouvantables.

Il faut défendre l'emploi en même temps que l'environnement et la santé des travailleurs et des riverains. Refuser d'opposer emploi et écologie comme nous le présentent les ultras-productivistes de la CGT ou du PCF d'un côté, les ultras écologistes intégristes de l'autre. Nous sommes pour la mise sous contrôle des industries à risque, la constitution de collectifs regroupant riverains et travailleurs pour protéger à la fois l'emploi et la santé des travailleurs et des populations comme à Lubrizol (Rouen) ou à Mourenx. Les travailleurs ne doivent pas avoir à payer les pots cassés, eux qui n'ont choisi ni ce qu'ils produisent, ni leurs conditions de travail. En réalité, ils sont les premières victimes de la pollution et des toxiques, qui avant de sortir des usines ruinent d'abord la santé de ceux qui y travaillent. On veut opposer riverains et travailleurs, nous devons au contraire mettre en avant ce qui les unit : vivre et travailler dans un environnement sain.

La bataille juridique

Si elle ne doit pas être surestimée (c'est toujours le rapport de force qui fait pencher la lutte d'un côté ou de l'autre), il ne faut pas non plus la sous-estimer. Tout d'abord pour gagner du temps, reculer l'échéance des licenciements pour mieux se préparer à lutter contre. Ensuite pour convaincre ceux qui ne le sont pas encore que seule la lutte commune peut modifier les plans patronaux.

Mais il ne faut pas rêver. La loi, les Codes du Travail et autres, ce sont les règles du jeu que L'État capitaliste a mis en place pour réguler le système. Certes, le rapport de forces joue, mais à la marge car il ne touche pas aux fondements de la propriété privée, de la concurrence et de l'exploitation. Il peut y avoir des succès juridiques, comme à Goodyear ou ailleurs, cela n'a pas empêché l'usine de fermer.

Le mot d'ordre « d'interdiction des licenciements » a aujourd'hui du succès¹¹. Il a le mérite de mettre en avant nos intérêts vitaux sans nous soucier de la bonne marche du capitalisme ; c'est bien ce principe que nous devons systématiquement appliquer.

Mais sa limite, c'est de laisser croire qu'on pourrait avoir des « bonnes » lois, au service des travailleurs, en faisant assez pression sur le parlement et le gouvernement. Or, jamais L'État bourgeois, quel que soit le parti aux manettes, ne laissera faire. Son rôle, c'est d'être le quartier général des capitalistes, l'endroit où tout le système est organisé, et il est inimaginable qu'il puisse accepter une telle loi en notre faveur. Interdire les licenciements, c'est attaquer le système capitaliste à son fondement ; et on n'y arrivera pas par une loi.

Et bien sûr, aujourd'hui comme hier, tous les réformistes veulent proposer « la bonne loi » qui va garantir l'emploi, symbole d'un capitalisme raisonnable et à visage humain. Aujourd'hui, c'est la France Insoumise qui va proposer une loi pour « interdire les licenciements dans les entreprises qui distribuent des dividendes » (annoncé lors de la rencontre des TUI le 10/04/2021), comme hier (en 2012) les Licenci'elles et Goodyear voulaient proposer une loi pour « interdire les licenciements boursiers »¹². Aujourd'hui comme hier, l'annonce fera long feu...

C'est par la lutte de masse organisée dans les entreprises, au niveau régional ou national, que nous pouvons, par nous-même, faire interdire de facto les licenciements aux patrons, sans attendre une loi ; c'est notre manière d'interpréter positivement

.....

11 Voir l'article du blog « Où va la CGT ? » du 23 janvier 2021 : « Manifestation pour en finir avec les licenciements » <http://ouvalacgt.over-blog.com/2021/01/samedi-23-janvier-manifestation-pour-en-finir-avec-les-licenciements.html>

12 Voir l'article du blog « Où va la CGT ? » du 27 janvier 2013 : « Une loi pour interdire les licenciements boursiers ? » <http://ouvalacgt.over-blog.com/article-une-loi-pour-interdire-les-licenciements-boursiers-114794616.html>

ce mot d'ordre. Et c'est pour cela que nous en préférons une version plus radicale et moins ambiguë : « Interdisons les licenciements ! »

Association de salarié-e-s en lutte dans des entreprises ou groupes qui licencient alors qu'ils font des bénéfices

EXIT LES SALARIÉ-E-S 3 SUISSÉS

Licenci'elles^{SS}

URGENCE !
LICENCIEMENTS
BOURSIERS
CHANGER LES LOIS
POUR STOPPER LA MACHINE
A LICENCIER

RASSEMBLEMENT

JEUDI 05 JUILLET
15h30
RDV AU CONSEIL
PRUD'HOMMES DE ROUBAIX

Venez nous soutenir !



CONCLUSION : LUTTER POUR L'EMPLOI

La guerre économique pousse le patronat à une attaque tous azimuts contre les travailleurs. Ces derniers sont affaiblis par la crainte du chômage et les échecs subis. **Aujourd'hui la pression est permanente et durable.**

La conscience de la gravité de la situation s'est développée surtout sur l'emploi : dans les manifs, c'est aussi l'avenir des enfants qui est évoqué. Il faut donc élever notre capacité de riposte.

Ça ne changera pas tout seul, la situation s'aggravera encore. Le «**tous ensemble et en même temps**», ne marchera que si un mouvement de résistance se reconstruit sur des bases correctes. Ce mouvement, on ne pourra pas le faire naître en faisant abstraction du rapport des forces actuel très défavorable.

Il faut donc dégager des objectifs revendicatifs sur lesquels on peut résister et se battre aujourd'hui, tout en élaborant une alternative à la «règle du jeu» capitaliste. « Il n'y a pas de fatalité » : c'est ce principe qu'a notamment défendu le « Collectif des salariés de l'aéro » (constitué en 2020 au moment de la crise du secteur aéronautique). Collectif exemplaire dans ses mots d'ordres, basés sur la défense sans concession de l'intérêt ouvrier et de l'unité des exploités : « Zéro licenciement », « Zéro baisse de salaire », solidarité entre travailleurs des donneurs d'ordre et des sous-traitants, soutien au mouvement des chômeurs, soutien aux ouvrières licenciées de Latelec en Tunisie...

La sensibilisation actuelle sur la question des licenciements peut être un point de vue de départ si on l'étend aux autres aspects de l'offensive patronale, si on montre le lien entre l'intensification de l'exploitation, la flexibilité, la précarité et le chômage.

Il faut lutter **pour l'emploi**, la préoccupation fondamentale de tous, mais au nom de laquelle sont acceptés des reculs dans l'espoir de conserver son boulot dans les entreprises.

Au contraire résister à toutes les mesures patronales tout de suite, tant qu'on est tous ensemble, c'est le meilleur moyen de ne pas se retrouver divisés, craintifs à l'annonce d'une restructuration et d'avoir au contraire un rapport des forces plus favorable face à un plan social.

C'est pour une bonne part une question de prise de conscience d'une réalité immédiate, proche de nous, mais masquée par une autre réalité, celle de la concurrence capitaliste, entre entreprises, entre pays, qui tend à créer une concurrence entre ouvriers.

C'est dire que les bases existent pour développer une alternative à la guerre économique¹³, **mais cela ne se fera pas spontanément**. Cela se fera contre l'esprit d'entreprise et le consensus national et ceux qui les défendent, notamment dans nos rangs les directions syndicales réformistes.

Ce sont ces objectifs stratégiques qui donnent leurs sens aux résistances que l'on peut impulser aujourd'hui sur les axes de lutte évoqués dans cette plate-forme.

**NON
À TOUT LICENCIEMENT,
NON
AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOI!**

NON AUX PLANS SOCIAUX!

**NON AUX EMPLOIS PRÉCAIRES,
POUR L'EMBAUCHE
DE TOUS LES PRÉCAIRES!**

**POUR LA RÉGULARISATION
DE TOUS LES SANS-PAPIERS,
ET L'INTERNALISATION
DES SOUS-TRAITANTS!**

**POUR UNE RÉDUCTION
DU TEMPS DE TRAVAIL
(32 h, 30 h, etc.)
sans diminution de salaires,
sans annualisation, sans flexibilité,
et avec embauches correspondantes**

**POUR LA RETRAITE À 55 ANS,
sans aucune condition!**

.....
¹³ C'est aussi aujourd'hui une guerre sociale contre nos acquis, une guerre sécuritaire contre nos résistances individuelles ou collectives.

.....
**CETTE PLATE-FORME EST
1. SYNDICALE, 2. DE POLITIQUE SYNDICALE, ET 3. POLITIQUE :**

Chacun de ces axes peut nous aider à orienter nos revendications et nos luttes, ils nous mettent souvent en opposition avec des revendications et des dirigeants réformistes, ils construisent l'unité de classe contre le capitalisme dans son ensemble.

Ils expriment concrètement la nécessité d'une révolution complète de la société, une lutte d'un autre niveau.

C'est pourtant ce « fil rouge », cette ligne politique révolutionnaire, qui guide toutes nos revendications.

Il y a le chômage alors que de nombreux besoins sociaux ne sont pas satisfaits. Certains crèvent de ne pas avoir de boulot, alors que d'autres se tuent au boulot. Cette situation absurde pose la question de

« TRAVAILLER TOUS, MOINS, AUTREMENT ».

Ce mot d'ordre offre à la fois une boussole dans les luttes quotidiennes, et ouvre la perspective d'une autre société. Automatisation et productivité ont fait, et continuent de faire, des bons énormes. La productivité a augmenté de 1000% en un siècle, alors que le temps de travail n'a baissé que de 30%. Le Capital transforme cette productivité en chômage. Face à cela, que faire? Protéger coûte que coûte les emplois idiots, répétitifs et abrutissants? Non.

Il nous faut nous battre pour une autre vie qui ne s'écroule pas lorsque le travail se fait rare, mais au contraire qui libère l'homme du travail avec une réduction massive du temps de travail. Cela le capitalisme ne peut le donner. Mais dès aujourd'hui, nous devons lutter pour avancer dans ce sens. La revendication de la baisse du temps de travail unit tous les prolétaires de tout secteur et de toute nationalité. Elle pose le chômage comme un problème collectif et non de manière corporatiste, en nous rendant tous solidaires. Elle pose radicalement la résolution du premier problème de tous les prolétaires face à la crise : travailler. Réduire le temps de travail, c'est aussi nous offrir du temps de repos et de loisir, mais aussi du temps libre pour nous organiser, réfléchir, nous former, afin de changer la société. La solution n'est pas dans le choix des revendications, mais dans celui des priorités politiques.

Il pourrait être rassurant de croire que le capitalisme puisse être réformé pour devenir durablement équitable. Pas besoin alors de prendre de risque, de faire des sacrifices, cela paraît si facile – il suffirait de voter pour les bons politiciens! Mais c'est impossible : le capitalisme fonctionne de telle manière qu'il ne peut survivre que par l'exploitation toujours plus acharnée des ouvrières et ouvriers, en cherchant toujours plus à baisser les salaires, à augmenter les cadences. Il n'y a pas de « paix » possible avec les exploités.

Quand on prend conscience de cette réalité, il y a deux choix possibles. Soit on l'accepte comme immuable, et on accompagne les restructurations permanentes du capitalisme en espérant gratter quelques miettes, en croisant les doigts pour que ce ne soit pas trop violent, en essayant de s'en sortir individuellement. Ou alors, en constatant qu'il n'y a pas d'issue satisfaisante sous le capitalisme, on réfléchit au changement de société. La Révolution prolétarienne et communiste est la seule issue. Le combat pour l'emploi nécessite une vision claire de la société capitaliste, de l'exploitation, et de la nécessité d'en finir avec elle.

C'est dur, un peu flippant, et pas étonnant que beaucoup d'entre nous soient paralysés. Il n'y a pas de recette miracle, de solution magique face aux licenciements. Tous les réformistes peuvent nous traiter d'extrémistes, mais ils sont bien en mal d'expliquer en quoi leur politique est plus efficace que la nôtre. **Lorsqu'on analyse les choses rigoureusement, le renversement du Capitalisme est en réalité la seule solution crédible pour en finir avec ce monde de misère et de violence.**

Alors, il faut y aller par petit pas, prendre son temps de faire les choses bien. Contrairement à ceux qui espèrent une Grève générale sortie de nulle part qui renversera la table (ce qui n'arrivera pas – ou si elle arrive comme en 68, elle sera récupérée), nous pensons qu'il faut prendre le temps de construire des organisations solides, et de mener une bataille idéologique et politique pour faire progresser la conscience de classe dans les têtes. Il faut être de tous les combats bien sûr, mais oser être à contre-courant, oser défendre l'intérêt ouvrier face à l'exploitation capitaliste, oser s'opposer à tous ces réformistes vendus qui ne nous proposent comme projet qu'un capitalisme à visage humain. Et il faut suivre ce fil directeur sans faiblir. C'est le meilleur moyen de construire à long terme, mais aussi le meilleur moyen d'avoir des résultats à court terme.



**Cette plate-forme est le produit
de l'expérience d'une organisation politique.
Cette plate-forme de lutte n'est jamais achevée,**
elle doit évoluer et s'enrichir des expériences nouvelles
(c'est d'ailleurs sa troisième version depuis la première publication dans les années 1990).
Se transformer même avec les changements des luttes sociales,
nationales et internationales, c'est cela le marxisme vivant!

Vos remarques, critiques et suggestions seront les bienvenues.



CRONSTADT : « UN ÉCLAIR QUI A ILLUMINÉ LA RÉALITÉ »



39

**Marins de Cronstadt sur le cuirasse Petropavlosk (été 1917).
Sur le drapeau : Mort au bourgeois!**

.....

« Et Cronstadt? » Si on ne vous a jamais jeté ce nom à la figure, c'est que vous n'avez jamais discuté de communisme, de révolution, ou que vous n'avez jamais précisé que vous étiez marxiste ET léniniste! Pas facile de répondre en quelques mots. Il faut utiliser, certainement, la notion de dictature du prolétariat, car la célèbre révolte de mars 1921 est très largement évoquée comme la preuve que tout pouvoir ouvrier se transforme inévitablement en pouvoir SUR les ouvriers; la dictature du prolétariat en dictature SUR le prolétariat.

C'est ici à la fois le point de vue libertaire et le point de vue... de la pensée unique bourgeoise. Face à ce courant dominant, les trotskistes défendent Lénine et Trotski comme un duo sans contradictions, ou, à la manière de Besancenot, remettent en cause les deux. Dans Partisan magazine n° 8, page 26, on lit : « Kronstadt représente un aveu de faiblesse du parti bolchevik et du prolétariat révolutionnaire ». Un aveu de faiblesse, qu'est-ce que cela signifie ?

La version longue et complète de cet article se trouve sur notre site internet ocml-vp.org

I. SUR L'ÎLE DE KOTLINE

[...] « En 1916, près d'un tiers de la population de Cronstadt est formée de travailleurs industriels, un quart de paysans, un cinquième de marins et de travailleurs non qualifiés, un autre cinquième d'artisans, de fonctionnaires, d'enseignants et d'employés ».

La ville a été au premier rang des révolutions de 1905 et 1917. Le soviet de 1917 reflétait sa radicalité politique : une majorité, relative, de bolcheviks, des minorités de SR (socialistes révolutionnaires) de gauche et de mencheviks « internationalistes » (c'est-à-dire de gauche également dans leur parti). [...]

2. DE 1917 À 1921

L'article du Partisan magazine n° 8, page 26, résume ainsi l'évolution de la situation qui mène à 1921, pour les ouvriers, puis pour les paysans :

« Pour la paysannerie russe, c'est un double front militaire qui s'est ouvert début 1918. Les paysans se battent en effet des deux côtés à la fois : avec les Rouges contre les Blancs, qui rendraient la terre aux propriétaires fonciers ; contre les Rouges ensuite, pour conserver le grain que les « détachements » viennent prendre. De l'automne 1920 au printemps 1922, des dizaines d'insurrections armées et de révoltes paysannes plus ou moins organisées s'allument. » (...) « Pour la classe ouvrière, qui a supporté frontalement le choc de la guerre civile, le prix de la victoire s'avère terriblement élevé. Le nombre des ouvriers a diminué du fait de la guerre, de la famine, ainsi que du retour dans les campagnes consécutif à la désorganisation de l'industrie. (...) Le prolétariat est devenu « introuvable » à la fois quantitativement – comme classe sociale – et qualitativement en tant que classe révolutionnaire ».

[...] A cela s'ajoute un fait longuement souligné par Lénine dans son Rapport d'activité au X^e congrès du PC bolchevik, prononcé le 8 mars 1921, en

.....
Lénine, Trotsky, Vorochilov et les délégués au X^e congrès du PC bolchévik.



pleine crise de Cronstadt. Ce fait, c'est la démobilisation de l'armée. J-J Marie écrit : « L'armistice signé avec la Pologne en octobre 1920 et la déroute du général Wrangel (...) provoquent la démobilisation, lente mais régulière, de plus de deux millions de soldats, jetés sur les routes. (...). De retour au village, ils [les soldats] découvrent les réquisitions et les détachements qui les effectuent, et mesurent alors la contestation croissante de leurs familles. Leur réaction est immédiate. Ils empoignent la fourche et leur fusil, (...) ou le fusil de chasse du père, prennent le maquis, forment des bandes qui tendent des embuscades aux détachements de réquisition (...). La frontière entre banditisme et révolte est de plus en plus ténue ».

Lénine parle à la fois, lui aussi, de « banditisme » et « d'éléments insurrectionnels ». Cette évolution de la lutte des classes à la campagne, de même que celle des villes, sont la matière première dont est faite la révolte de Cronstadt.

3. LES CRONSTADTIENS : DES PAYSANS !

La différence de discours est ici frappante. Les anarchistes parlent des marins, soldats et ouvriers de Cronstadt comme entité solide, révolutionnaire et glorieuse, sans évoquer la moindre évolution entre 1917 et 1921. Sur ce sujet, l'article « Révolte de Cronstadt » de Wikipédia est tout-à-fait libertaire. Les trotskistes, au contraire, et Trotski le premier, sont un peu plus matérialistes dialectiques et insistent (lourdement) sur les différences survenues en moins de quatre années, jusqu'à afficher un certain mépris pour les Cronstadiens de 1921.

L'Histoire (stalinienne) du PC bolchevik de l'URSS explique : « Deux circonstances avaient facilité l'émeute de Cronstadt : la composition, qui avait empiré, des équipages des navires de guerre, et la faiblesse de l'organisation bolchévique de Cronstadt. Les vieux matelots qui avaient pris part à la Révolution d'Octobre étaient presque tous partis au front. (...) De nouveaux contingents étaient venus s'incorporer dans la flotte. (...) Ces contingents étaient formés d'une masse encore parfaitement frustrée de paysans, qui reflétait le mécontentement à l'égard des prélèvements. Quant à l'organisation bolchevik de Cronstadt en cette période, elle avait été gravement affaiblie par une série de mobilisations sur le front ».

[...] « Le gros des forces qui soutiennent le Comité Révolutionnaire [rebelle], affirme Bettelheim, est constitué par de jeunes recrues venant d'Ukraine, n'ayant aucune formation politique. (...) En fait, le courant idéologique dominant au sein des Cronstadiens est anarcho-populiste, anti-étatiste, fortement marqué de nationalisme slave, d'antisémitisme et de religiosité orthodoxe ; à plus d'une reprise, on retrouve chez eux l'amalgame propagé par les Blancs : communistes = juifs ».

[...]

5. LES GRÈVES OUVRIÈRES DE FÉVRIER

Le 21 janvier, le gouvernement décide de réduire d'un tiers les rations à Moscou, Petrograd, Ivanovo-Voznessensk, et Cronstadt. Le 9 février, des grèves éclatent à Petrograd. Le 11, la rarefaction brutale du bois et du charbon pousse le soviétique à décider de fermer jusqu'au 1^{er} mars 93 les usines. Le 14, dans l'usine 3, le menchevik Kamenski fait voter une résolution... on croirait lire une première esquisse de la résolution des insurgés de Cronstadt (18). Mais, d'un côté la Tcheka (acronyme russe pour Commission extraordinaire pour la répression de la contre-révolution et du sabotage) arrête tous les dirigeants mencheviks, SR et anarchistes de Petrograd. Et de l'autre, le 27 février, « le Comité de défense de Petrograd autorise la population à chercher du ravitaillement à la campagne, annonce l'achat de charbon et de blé par le gouvernement, lève les barrages routiers et retire les détachements militaires des usines, ce qui fait cesser les grèves à Petrograd ». Le jour même où une délégation de marins de Cronstadt vient dans l'ancienne capitale pour enquêter.

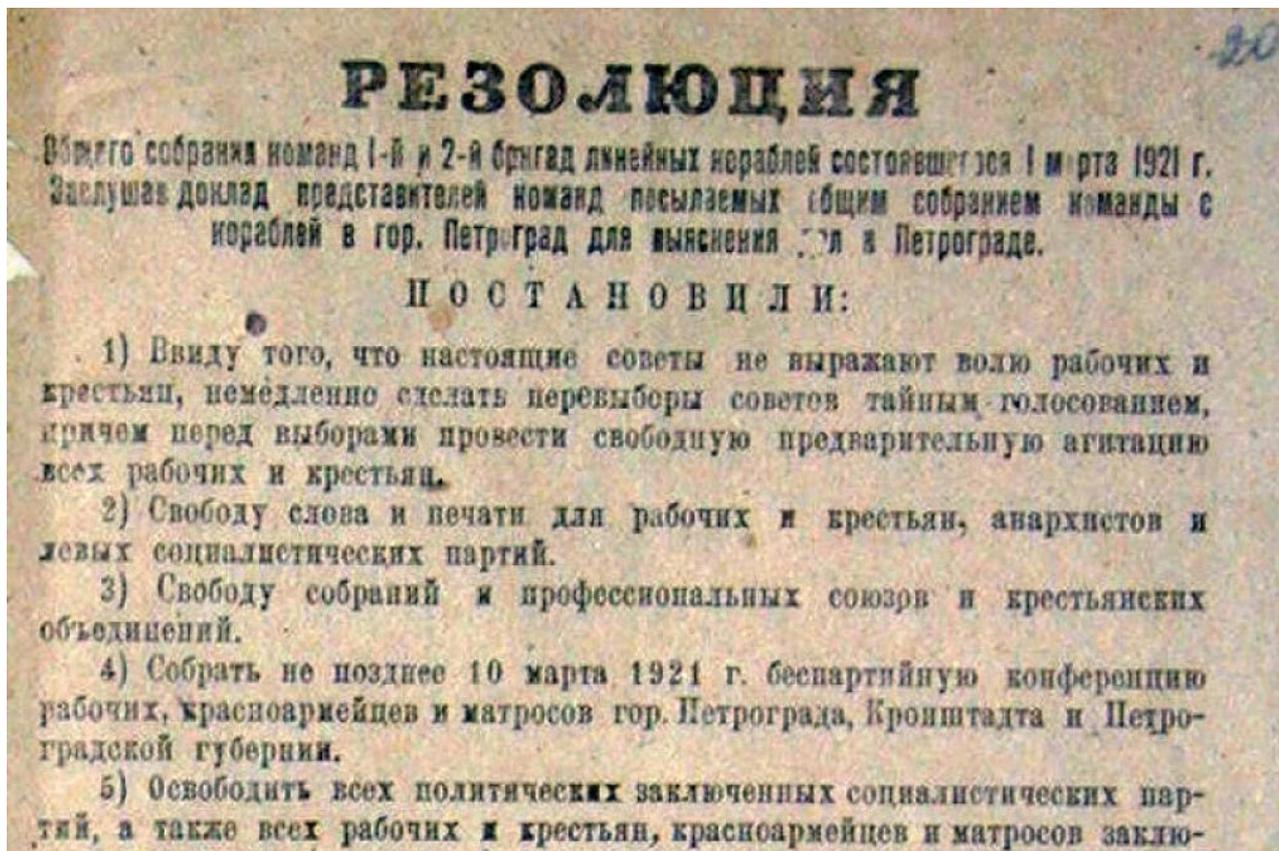
Le lendemain, 28 février, les délégués de retour sur l'île « informent leurs camarades des grèves, lock-out, arrestations de masse et loi martiale ». Quelques marins du navire Sébastopol rédigent une résolution, ceux du Petropavlosk en font autant. Ils unifient leurs textes en 13 points, et convoquent une assemblée générale des marins et soldats pour le lendemain 1^{er} mars (mais pas les ouvriers des arsenaux ni les employés). Leur résolution sera augmentée de deux articles et adoptée à la quasi-unanimité des quelque 15 000 présents. Seuls les dirigeants bolchéviks et quelques très rares communistes votent contre.

Voici le texte de la résolution :

« Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, il faut :

1. Procéder immédiatement à la réélection des soviets au moyen du vote secret. La campagne électorale parmi les ouvriers et les paysans devra se dérouler avec la pleine liberté de parole et d'action ;
2. Établir la liberté de parole pour tous les ouvriers et paysans, les anarchistes et les socialistes de gauche ;
3. Accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux organisations paysannes ;
4. Convoquer en dehors des partis politiques une conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Petrograd, Cronstadt et de la province de Petrograd pour le 10 mars 1921 au plus tard ;
5. Libérer tous les prisonniers politiques socialistes ainsi que tous les ouvriers, paysans, soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans ;
6. Élire une commission chargée d'examiner le cas des détenus des prisons et des camps de concentration ;
7. Abolir les « sections politiques », car aucun parti politique ne doit bénéficier de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de L'État des moyens financiers dans ce but. Il faut les remplacer par des commissions d'éducation et de culture élues dans chaque localité et financées par le gouvernement ;
8. Abolir immédiatement tous les barrages ;
9. Uniformiser les rations pour tous les travailleurs, excepté pour ceux qui exercent des professions dangereuses pour la santé ;
10. Abolir les détachements communistes de choc dans toutes unités de l'armée et la garde communiste dans les fabriques et les usines. En cas de besoin, ces corps de garde pourront être désignés dans l'armée par les compagnies et dans les usines et les fabriques par les ouvriers eux-mêmes ;
11. Donner aux paysans la pleine liberté d'action pour leurs terres ainsi que le droit de posséder du bétail à condition qu'ils s'acquittent de leur tâche eux-mêmes, c'est-à-dire sans recourir au travail salarié ;
12. Désigner une commission ambulante de contrôle ;
13. Autoriser le libre exercice de l'artisanat sans emploi d'un travail salarié ;
14. Nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades « élèves officiers » de se joindre à notre résolution ;
15. Nous exigeons que toutes nos résolutions soient largement publiées dans la presse. »

42



7. QUEL EST CE PROGRAMME?

[...] Un certain nombre de revendications sont déjà ou seront acquises. Le soviét arrive en fin de mandat; les barrages routiers ont été levés dans la région de Petrograd; ainsi que les détachements de choc communistes; la liberté du petit producteur est en projet depuis plusieurs mois, le Bureau politique a adopté le projet d'impôt en nature le 8 février. Il faut voir au-delà, les contenus politique et économique de fond, qui pourraient et ont été en partie résumés de la manière suivante :

- Liberté pour les soviets, sans communistes;
- Liberté pour la petite production, sans communisme.

Ce contenu sous-jacent sera mis en pratique dès le lendemain, 2 mars, nous le verrons. Mais il sera exprimé clairement aussi par Petritchénko, le président du comité révolutionnaire provisoire (CRP) : « Sans un coup de feu, sans une goutte de sang, nous, soldats rouges, marins et ouvriers de Cronstadt, avons renversé les communistes ».

[...] Il est délicat de parler de « contenu sous-jacent » d'un texte, même si ce contenu apparaît ensuite rapidement dans les faits. C'est ce que fait Lénine à propos des revendications économiques. Parmi les marins des deux navires qui ont rédigé les 13 points, l'un a proposé un ajout réclamant la liberté du commerce. Proposition refusée. Lénine écrit pourtant : « Si petit ou peu notable que fût, au début, comment dirais-je, ce décalage du pouvoir que les marins et ouvriers de Cronstadt proposaient – ils voulaient corriger les bolcheviks sous le rapport de la liberté du commerce, il semblait bien que ce déplacement fût peu notable, que les mots d'ordre du « pouvoir des Soviets » fussent identiques à quelques changements près, à quelques amendements près, mais en réalité les éléments sans-parti ont fait office de marchepied, de gradin, de passerelle pour les gardes blancs ». Car la liberté pour le petit paysan (point 11), pour le petit artisan (point 13), est-elle concevable sans celle du petit commerçant, tous trois ayant vocation à reproduire naturellement le développement du capitalisme. « Liberté du commerce » est d'ailleurs conforme aussi au point 8, la suppression des barrages routiers.

Quant au point 9, « uniformiser les rations », il peut apparaître à la fois comme une esquisse de lutte contre la formation d'une nouvelle bourgeoisie rouge (expression typiquement chinoise maoïste),

et comme... irréaliste, ce qu'indique immédiatement la suite de la phrase : « excepté pour ceux qui exercent [certaines] professions ». Marx l'affirmait dans sa Critique du programme de Gotha : Pour être juste, « le droit [doit] être non pas égal, mais inégal ».

En définitive, cette « liste de revendications » est considérée à juste titre comme une résolution politique. Un petit « décalage du pouvoir » pouvant « faire office de marchepied ». Ce sera clair dès le lendemain, 2 mars.

8. DU 1^{ER} AU 2 MARS

Le lendemain de l'adoption de la résolution par la quasi-unanimité des 15 000 marins et soldats, un peu plus de 300 délégués se réunissent, officiellement pour mettre en œuvre la réélection du Soviet de la ville. C'est alors que, selon J-J Marie, « la démocratie soviétique rénovée de Cronstadt commence... par un abus de pouvoir ».

A 1 h 35 du matin, le marin anarchiste Iakovenko, bras droit de Petritchénko, adresse à toutes les unités de l'île le message suivant : « Vu la situation qui s'est créée à Cronstadt, le parti des communistes est en ce moment écarté du pouvoir. C'est le comité révolutionnaire qui provisoirement dirige... ». Preuve que certains ont préparé sans tarder la suite des événements, sans attendre la « réélection » revendiquée.

Dans la matinée, un comité révolutionnaire est constitué dans le fort Rif, situé à l'ouest de l'île. « Au début personne ne voulait en faire partie ». Finalement cinq soldats sont élus. Le comité révolutionnaire ordonne le désarmement immédiat de tous les communistes du fort. (...) Puis il convoque tous les officiers..., et demande à chacun s'il désire travailler avec le comité révolutionnaire contre les communistes. La réponse est oui ».

En début d'après-midi, l'assemblée des 300 délégués « prend trois décisions capitales : elle constitue un comité révolutionnaire provisoire, elle décide d'arrêter tous les délégués et dirigeants communistes, et elle ne procède pas à la réélection du soviét de Cronstadt pour laquelle elle avait été convoquée ». Ces initiatives ont pour prétexte « l'annonce de l'attaque de la réunion par une colonne de communistes armés et grimpés sur des camions surmontés de mitrailleuses ». Colonne que personne n'a jamais vue.

« Un abus de pouvoir »? Parmi les questions à se poser figure celle-ci : Comment et pourquoi a été mis en place le comité révolutionnaire de Cronstadt? Entendons-nous bien : toute prise du pouvoir est un coup de force; il ne s'agit pas de cela. La question posée ici est apparentée à celle qui se trouve dans la plate-forme de VP : « Quels dirigeants?... Le courant anarchiste et libertaire refuse le principe même des dirigeants, considérés par définition comme des bureaucrates. Un tel refus aboutit en réalité à l'existence de dirigeants de fait, dont le contrôle est bien plus difficile ».

Une avant-garde transforme des revendications immédiates en prise du pouvoir? Là encore, d'accord sur le principe. Pas sur la manière et le contenu à Cronstadt. Le 2 mars sur l'île de Kotlin, il s'agit d'une avant-garde petite-bourgeoise qui s'appuie sur l'anti-communisme de la masse paysanne du pays, et sur la lassitude ouvrière après quatre années de lutte, pour éliminer l'avant-garde prolétarienne, quels que soient par ailleurs les défauts de celle-ci. C'est Octobre à l'envers.



**Stepan Maximovich Petrichenko,
leader du comité révolutionnaire
de Cronstadt.**

.....

9. QUELS ALLIÉS?

Dans son rapport d'activité au X^e congrès, le 8 mars, Lénine, en venant à la situation de Cronstadt, dit à la fois : « Le pouvoir politique détenu par les bolchéviks est passé à un conglomérat mal défini »; et : « Le mouvement a abouti à une contre-révolution petite-bourgeoise, à un mouvement petit-bourgeois anarchiste ».

[...] Il n'est pas besoin d'invoquer un complot pour constater deux faits : 1) 700 000 Russes blancs se sont réfugiés à l'étranger ; 2) Comme le souligne Alfred Rosmer, « dès le déclenchement du soulèvement, tous les ennemis des bolcheviks accoururent : socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, anarchistes, menchéviks; la presse de l'étranger exulte; (...) le programme des rebelles ne l'intéresse pas, mais elle comprend que leur révolte peut accomplir ce que les bourgeoisies coalisées n'ont pu faire : renverser un régime exécré... ».

Une aide concrète est organisée. « Le 9 mars au soir, une délégation de la Croix Rouge russe en émigration installée en Finlande arrive à Cronstadt ». Sa composition n'a rien d'humanitaire : le baron Vilken, ancien commandant du Sébastopol; le général Lavit; un colonel représentant de Nicolas Romanov à Helsinki; le chef du service de renseignements de l'état-major finlandais; un membre de l'organisation monarchique dite de Tagantsev; un émissaire de l'organisation clandestine des SR; et des journalistes. La délégation se réunit avec le comité révolutionnaire provisoire et les officiers de Cronstadt, puis repart en laissant Vilken sur place. Certains marins du Sébastopol le reconnaissent et sont « ébranlés ». L'un d'eux se dit scandalisé : « Ceux qui étaient d'accord pour l'amitié mutuelle avec le baron blanc criaient qu'ils étaient pour le pouvoir des soviets ». Cette fois, effectivement, il faut parler d'un officier blanc. On a les amis que l'on mérite...

Ces fricotages avec les généraux refroidissent la sympathie des travailleurs de Petrograd pour ceux de Cronstadt, sympathie qui était déjà limitée. Les Cronstadtien, eux, « attendent une révolte ouvrière à Petrograd qui ne viendra pas ». C'est à peu près leur seule stratégie. Mais premièrement, cette révolte... est passée, elle a eu lieu en février. D'autre part, comme l'exprime un colonel monarchiste qui le regrette, « les matelots n'avaient pas tenu compte de leur impopularité enracinée dans le peuple ». Trotski, après avoir décrit des marins

qui « se coiffent comme des souteneurs », c'est-à-dire une sorte d'aristocratie soldatesque, affirme : « Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade ». Les officiers blancs ou les ouvriers rouges, il fallait choisir !

Restent deux questions, l'une tout-à-fait centrale, l'autre assez secondaire : Y avait-il une possibilité d'éviter l'affrontement militaire ? Quel a été le rôle de Trotski dans la répression ?

10. UNE MARGE DE NÉGOCIATION ?

Le 5 mars, une proposition de négociation émane d'Alexander Berkman. Cet anarchiste américain est arrivé en Russie en 1919, avec Emma Goldman. Berkman et deux anarchistes russes contactent Zinoviev pour lui proposer d'envoyer à Cronstadt une délégation de cinq personnes, dont deux anarchistes, en vue de « régler le conflit (...) non par la force des armes mais dans la camaraderie et la compréhension révolutionnaires ». Zinoviev ne répond pas.

Mais le lendemain 6 mars, le soviet de Petrograd – présidé par Zinoviev – demande par radiogramme au CRP « si l'on peut envoyer de Petrograd quelques personnes choisies dans le soviet des sans-parti et de membres du parti à Cronstadt pour savoir de quoi il s'agit ». Le CRP répond : « Nous n'avons pas confiance dans le caractère sans parti de vos sans-parti. Nous proposons d'élire dans les usines, chez les soldats rouges et les marins, des représentants des sans-parti en présence de nos délégués. Vous pourrez ajouter 15% de communards à la délégation de sans-parti ainsi créée ». Veulent-ils vraiment dicter la composition et la désignation de la délégation, ou bien en profiter pour faire le tour des usines et des navires de Petrograd ? C'est de toutes les façons inacceptable. Pour l'historien Paul Avrich, « cette réponse cassante et rigide eut pour résultat l'abandon pur et simple de la proposition ; désormais le gouvernement n'essaya plus de composer avec les insurgés ». Il se contente de rassembler des troupes...

[...]

11. LA RÉPRESSION, ET TROTSKI

[...] « Mais je suis prêt à reconnaître que la guerre civile n'est pas une école d'humanité. Les idéalistes et les pacifistes accusent toujours la révolution de

commettre des « excès ». Mais le point capital est que ces « excès » découlent de la nature même de la révolution, laquelle n'est en elle-même qu'un « excès » de l'histoire. Celui qui le désire peut rejeter sur cette base (dans de petits articles) la révolution en général. Je ne la rejette pas. Dans ce sens, je prends la pleine et entière responsabilité de la répression de la révolte de Cronstadt » (Trotski, *Encore sur la répression de Cronstadt*, 6 juillet 1938).

L'attitude paraît respectable, responsable, et surtout révolutionnaire. Mais elle aussi pose problème. Car la révolution n'est pas seulement un excès fait d'une série d'excès, autrement dit un moment de l'histoire où les contradictions de classes deviennent violentes. S'en tenir à ce constat, ce serait encore pouvoir confondre les armées des « seigneurs de la guerre » pillant et violant dans chaque village, et les soldats de l'armée rouge payant même pour une simple aiguille et proposant leur aide pour les travaux des champs (selon les directives de Mao). « L liaison avec les masses », tel est, selon Lénine, « le fond du problème ». Le fond de ses divergences avec Trotski.

12. LE FOND DU PROBLÈME

Emettre un avis politique fondé suppose de connaître les faits – que nous avons essayé de résumer – et leur contexte – ce qui n'a été qu'évoqué. La révolte de Cronstadt se produit à la fin de la guerre civile et anti-impérialiste, comme un dernier épisode marquant. La lassitude des ouvriers et les révoltes paysannes ont-elles été sous-estimées ? Le virage de la NEP pouvait-il être pris plus tôt ? Le danger impérialiste n'était-il pas surestimé, les « bourgeoisies coalisées » étant désormais relativement démoralisées dans leur lutte pour « renverser ce régime exécré » ? L'imminence de la fonte des glaces n'a-t-elle pas court-circuité une possibilité réelle d'enfoncer un coin entre une avant-garde solidement anti-communiste et une masse qui s'en prenait au gouvernement bolchevik uniquement parce que c'était le gouvernement ?

[...] Après avoir étudié une question, on en sort souvent avec une multitude de nouvelles questions. Mais aussi avec une ou deux nouvelles certitudes. Quand Lénine donne « la liaison aux masses » comme étant le « fond du problème » de ses divergences avec Trotski, il est dans le débat sur la « question des syndicats », mais ce pourrait être aussi le fond du problème de Cronstadt. « Le camarade

Trotsky a commis, selon moi, dit Lénine, plusieurs erreurs qui touchent au fond même de la question de la dictature du prolétariat. (...) Désaccords sur les méthodes d'aborder les masses, de gagner les masses, de réaliser la liaison avec les masses ». Et dans son « discours sur les syndicats », le 14 mars au congrès, il martèle : « Tout d'abord, nous devons convaincre, et contraindre ensuite. Nous devons, coûte que coûte, convaincre d'abord, et contraindre ensuite. Nous n'avons pas su convaincre les larges masses, et nous avons perturbé les bonnes relations de l'avant-garde avec les masses ».

En mars 1921, les bolcheviks manquaient peut-être de temps pour convaincre, mais ils ne manquaient pas d'arguments, ni d'expérience. [...] Plusieurs des revendications étaient déjà satisfaites (comme nous l'avons noté au paragraphe 7). La NEP était en passe d'être confirmée par le congrès. Certes, il est plus facile de refaire l'histoire que de la faire. Mais les circonstances alors, la force d'inertie d'une guerre de trois ans, ont fait que, même pour Lénine, ce fut plutôt « contraindre d'abord, convaincre ensuite ». Il déclare d'emblée, toujours à l'ouverture du congrès ce 8 mars : « Je ne doute pas que cette insurrection soit écrasée dans les jours qui viennent (...). Mais nous devons étudier de près les leçons politiques et économiques qui se dégagent de cet évènement ».

[...] (Chapitre 13 *Leçon politiques et économiques* à retrouver sur ocml-vp.org)

14. CONCLUSION, QUESTIONS

Alors, et Cronstadt? Premièrement, d'accord pour en faire un symbole, un événement significatif, « qui a illuminé la réalité ». « Dans mon rapport, j'ai tout ramené aux leçons de Cronstadt, tout, depuis le début jusqu'à la fin », affirme Lénine le 9 mars, en réponse à une critique de Kollontaï. Là où Trotsky au contraire minimise, relativise : « Au cours des années de la révolution, nous avons eu pas mal de conflits avec les Cosaques, les paysans et mêmes certaines couches d'ouvriers (des ouvriers de l'Oural organisèrent un régiment de volontaires de l'armée de Koltchak!) ».

Deuxièmement, s'il-vous-plait, pas de pleurnicheries pacifistes, humanistes, petites-bourgeoises sur le fait que la lutte des classes prend des formes violentes, ou que les travailleurs rouges trouvent en face d'eux, en partie, d'autres travailleurs, qui se sont faits les larbins de la réaction. Donc, d'abord un point de vue révolutionnaire. Ensuite Cronstadt

peut rester à la fois un symbole de l'inhumanité inhérente à toute guerre, y compris la guerre révolutionnaire. Et le symbole de la victoire totale des travailleurs russes, l'effondrement du dernier espoir de tous les exploités du pays et du monde face à ce pouvoir sans précédent des ouvriers.

Troisièmement, nous l'avons vu, la « réalité » qui a été « illuminée », ce sont tous les problèmes économiques et politiques du passage « de la guerre à la paix », et des changements induits alors dans l'alliance entre ouvriers et paysans. Sans faire des petits producteurs, comme les anarchistes, des travailleurs comme les ouvriers, ayant droit à une totale démocratie prolétarienne. Ni, comme les trotskistes, une masse devant simplement « se soumettre à la dictature du prolétariat » (Trotsky, *Beaucoup de tapage...*).

Et puis, n'en restons pas aux grandes positions de principe. Répondons à quelques questions précises.

- Est-ce que les marins, soldats et ouvriers de Cronstadt de 1921 étaient les mêmes que ceux de 1917?
- Quel était le programme politique des Cronstadiens, leur base de classe, leurs perspectives à terme?
- Pourquoi les insurgés ont-ils eu immédiatement le soutien de tous les Blancs et les impérialistes?
- À quoi peut-on s'attendre, au cours d'une guerre civile, quand on se révolte contre le pouvoir en place, qu'on désarme ses représentants, et qu'on emprisonne ses dirigeants?

Cronstadt, un « aveu de faiblesse du parti bolchevik et du prolétariat révolutionnaire »? Mais toute mesure militaire ou répressive est un aveu de faiblesse. Et une démonstration de force à la fois. La force évidente, sans aveu ni démonstration, c'est la paix, par l'adhésion ou la dissuasion. Bien des aveux de faiblesse et des démonstrations de force seront encore nécessaires de la part du prolétariat avant la disparition complète des classes sociales sur la planète.

.....

SOURCES PRINCIPALES

- Lénine : *Œuvres*, Editions Sociales, 1974.
 J-J Marie : *Cronstadt*, Jean-Jacques Marie, Fayard, 2005.
 Bettelheim : *Les luttes de classes en URSS, 1917-1923*, Charles Bettelheim, Maspéro, 1974.
 Hist. du PCb : *Histoire du PC bolchévique de l'URSS*, Moscou 1949, Norman Béthune 1971.
 Spartacist : *Cronstadt 1921 : bolchévisme ou contre-révolution*, Spartacist n° 37, été 2006.
 Wikipédia : *Révolte de Cronstadt*.
 Rosmer : *Moscou sous Lénine*, Alfred Rosmer, Les Bons Caractères, 2009.
 Pour le détail des citations/références, voir la version en ligne sur www.ocml-vp.org

CRONSTADT, LE MYTHE ANARCHISTE

*Cronstadt est une référence très importante pour les anarchistes à travers le monde, toutes tendances confondues. Leur analyse de l'évènement est un condensé de leur critique de la Révolution russe sous la direction du parti bolchévique. Ils y voient une réfutation du marxisme et une validation des théories anarchistes sur le rôle de L'État autoritaire. Pour les 100 ans de la révolte est paru un **Communiqué international anarchiste pour le centenaire du soulèvement de Cronstadt en 1921**¹, que nous critiquons.*

DICTATURE DU PROLÉTARIAT OU DICTATURE SUR LE PROLÉTARIAT ?

Pour les anarchistes d'aujourd'hui, la Révolution russe de 1917 s'est très vite transformée en dictature du parti bolchévique sur tout le peuple.

Alors comment caractériser la phase dans laquelle se trouve la révolution lors de la révolte de Cronstadt ? Pratiquement rien n'est socialiste. L'économie, l'armée, l'éducation, tout est étatisé au maximum. La dictature du prolétariat est à un stade où c'est la centralisation et non la démocratie qui est l'aspect principal. Pour des raisons évidentes : guerre civile, interventions impérialistes, économie dévastée. La répression politique touche bien au-delà des ennemis du prolétariat. La dictature s'exerce aussi sur les ouvriers (despotisme d'usine) et les paysans (réquisitions forcées). C'est une contradiction mais il n'en reste pas moins que le parti bolchévique se bat encore idéologiquement et politiquement pour leur intérêt général et à long terme. Mais c'est clair que c'est une contradiction « qui fait mal ».

La dictature du prolétariat est réelle, matérialisée par l'importance politique des ouvriers dans les organismes d'État, l'armée, les organes de gestion économiques. Pour l'essentiel, seuls les objectifs de la révolution nationale et démocratique ont été réalisés : fin du tsarisme, révolution agraire, nationalisations. Comme toute phase de transition, la question est de savoir dans quelle direction on va. En 1921, la contre-révolution bourgeoise qui s'achèvera sous Staline est déjà en germe, mais rien n'est encore joué. Il est donc trop tôt pour parler de dictature sur le prolétariat.

DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE CONTRE ÉTAT BOLCHEVIK

« En réalité, les aspects les plus inacceptables pour les Bolcheviks dans la résolution du Petropavlovsk étaient bien ceux qui concernaient le rétablissement de la démocratie des Soviets. »

Les anarchistes mettent en avant la démocratie des Soviets et des comités d'usine et critiquent l'étatisation du pouvoir soviétique. Les Soviets ont été la forme révolutionnaire du pouvoir du prolétariat à partir de 1917. Mais en 1921, Soviets ouvriers et comités d'usine n'ont pratiquement plus aucune existence en tant qu'organes de pouvoir. Leurs éléments les plus conscients et combatifs ont été absorbés par les tâches de la dictature du prolétariat. Que signifie dans ce contexte le mot d'ordre de rétablissement de la démocratie des Soviets ? Concrètement, l'abandon du pouvoir centralisé de la dictature du prolétariat, l'abandon face à la contre-révolution.

En Russie soviétique, le pouvoir était exercé par la couche avancée du prolétariat et non par les masses. Au contraire, les anarchistes veulent un pouvoir aux masses, tout de suite, sans transition. C'est supposer que le lendemain de la révolution les contradictions de classe s'évanouissent, que le prolétariat et la paysannerie sont spontanément révolutionnaires et directement en capacité de diriger la transition au communisme/anarchisme. Toute la difficulté est que l'avant-garde dirigeante reste consciente du rôle de L'État, de sa nature de classe, qu'elle reste déterminée à le faire déperir, et qu'elle entraîne les masses dans cette voie. Ce qui n'a pas été le cas en URSS, bien au contraire.

« C'est bien les Bolcheviks, et non celles et ceux de Cronstadt, qui se placèrent en opposition avec la classe ouvrière. ». Comme on l'a vu, les marins de Cronstadt étaient plus représentatifs de la paysannerie armée que de la classe ouvrière. Quant aux ouvriers, qui soi-disant s'opposaient en masse au parti bolchevik, c'est confondre la fatigue et l'exaspération des masses illustrées par les grèves avec une opposition politique.

POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET POLITIQUE PETITE-BOURGEOISE

« Les Bolcheviks [...] tenait leur 10^e congrès pendant la période du soulèvement de Cronstadt. Les critiques de cette rébellion considèrent souvent que les points de la résolution du Petropavlovsk constituaient une revendication inacceptable d'un compromis avec la petite paysannerie. Ils oublient aussi souvent de mentionner que le même 10^e congrès adopta la Nouvelle Politique Economique, qui constituait en réalité un compromis bien plus important. »

En gros les bolchéviks n'ont fait que reprendre à leur compte les revendications des révoltés de Cronstadt. En réalité, il y a d'un côté un programme petit-bourgeois, au sens de paysan/artisan/commerçant, qui correspond à l'aspiration d'une classe

sociale de rétablir les bases de sa richesse. Et de l'autre une concession temporaire, pour restaurer l'alliance entre ouvriers et paysans, rétablir l'agriculture et le commerce. Cette concession étant vouée à laisser place à la transition socialiste des campagnes. Comme quoi une politique ne se juge pas seulement à son contenu immédiat.

CES « QUELQUES LÉNINISTES » QUI MENTENT

D'abord on note que dans le mythe anarchiste de Cronstadt il y a pas mal d'arrangements avec la vérité : le caractère réactionnaire des certaines revendications des révoltés, le soutien des Blancs, la prise du pouvoir tout sauf démocratique. Et des angles morts habituels : aucune analyse de la situation concrète, des classes sociales en présence. Pour notre part, nous essayons d'avoir une analyse matérialiste des événements, de replacer la révolte dans son contexte. Pour nous c'est « un éclair qui a illuminé la réalité » de la Russie soviétique en 1921, dont la principale leçon est de mettre le doigt sur l'échec du parti bolchévik à traiter correctement les contradictions au sein du peuple et avec la paysannerie en particulier.

EN CONCLUSION

« Aujourd'hui, les anarchistes agissent pour fomenter de nouvelles révolutions des classes populaires et laborieuses et se battent pour l'instauration de la démocratie la plus directe possible dans ce cadre. »

Reprenons cette proposition à notre compte, mais en la reformulant : 1) dans la société communiste, la démocratie la plus complète sera réalisée 2) Dans la période de transition vers cette société, nous nous battons pour « l'instauration de la démocratie la plus directe possible ».

Comme souvent, d'accord sur le but (une société sans classe), mais pas sur la voie : dictature prolétarienne ou démocratie petite-bourgeoise.

Plus d'infos : lire La révolution bolchévique (en deux parties) sur ocml-vp.org

.....

1 Pour lire en intégralité : <https://renverse.co/infos-d-ailleurs/article/100-ans-depuis-le-soulevement-de-cronstadt-2942> Toutes les citations de l'article sont issues de ce texte.

2 Notons qu'à l'époque, certains militants anarchistes ont rejoint les bolchéviks. Les autres ont collaboré pour la plupart avec les bolchéviks au nom de la révolution et de la lutte contre l'impérialisme pendant la guerre civile (1918-1921).



RÉSOLUTION DU 11^e CONGRÈS DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE



2016 - 2019 : LA CRISE DE VP

L'OCML-VP a vécu une grave crise qui a débouché sur le départ des trois-quarts des membres de l'organisation entre début 2016 et le printemps 2019. Ces personnes militaient avec nous depuis parfois de nombreuses années, et leur contribution au développement de l'OCML-VP dans la dernière décennie est indéniable.

Tout en entamant dès le début l'élaboration d'un bilan critique et autocritique de cette crise, les mois qui ont suivi ont été principalement consacrés à notre réorganisation, et donc l'élaboration de ce bilan a pris du temps.

Car s'il y a eu des difficultés créées par ces départs, nous avons eu du mal à cerner la ligne portée par le petit groupe de 3 ou 4 militant.e.s de l'OCML-VP qui a impulsé la tentative de liquidation de l'organisation. Le départ de ce petit groupe a été suivi par celui d'autres membres, frappés par le découragement, ou cédant à la facilité pour trancher les contradictions politiques et affinitaires dans lesquelles ils et elles furent alors prises. D'ailleurs, il nous est difficile d'expliquer aux personnes qui nous entourent quelle était la ligne qu'elles et ils portaient, car ces dernier.e.s ne l'ont jamais assumé ouvertement.

L'apparition de contradictions dans une organisation est inévitable, c'est même ce qui fait sa vie et sa richesse. Une scission dans une organisation communiste est soit une victoire, soit un échec. Une victoire si, dans le débat politique, une ligne fautive, définitivement fautive, a été clairement caractérisée. Mais c'est un échec si le débat n'a pas permis de renforcer une unité politique possible entre ses militantes et militants. Dans le cas présent, nous pensons que c'est un échec. L'unité aurait pu être maintenue avec une partie des personnes ayant quitté l'organisation si nous avions pris à bras le corps, dès le début, les contradictions naissantes et si nous avions tous décidé de les traiter à fond et avec le style de travail adéquat. Nous considérons donc que la responsabilité de la crise repose sur l'organisation dans son ensemble. Pour y voir plus clair dans son développement, il est nécessaire de se pencher sur la manière dont ces contradictions ont évolué dans le temps.

D'UNE LUTTE DE LIGNE À L'AUTRE

Au lendemain de notre 8^e Congrès, en 2009, Le contexte politique général était porteur : profitant du cycle ouvert par le mouvement contre le CPE/CNE de 2006/2007, l'organisation avait profité d'un rajeunissement à la fois en termes générationnel, d'apparition publique et d'implantation. L'enthousiasme généré par ce nouveau souffle nous a également conduit à nous montrer trop optimistes sur l'état réel de l'organisation, ses capacités et son degré d'unité politique.

Nous avons aussi fait preuve d'un libéralisme certain, en plaçant trop rapidement des membres de l'organisation en position de responsabilité, puis en les laissant sans véritable contrôle sur ces postes de direction et sans débat sur leurs décisions.

Cela fut notamment le cas de jeunes militantes et militants, avec trop peu de formation et trop peu d'expérience, sans que ces manquements soient suffisamment corrigés collectivement par la suite. Du fait que ces jeunes apportaient à l'organisation un dynamisme et une visibilité nouvelle, on leur fit légitimement confiance, mais sans la part de contrôle et de discussion nécessaire.

Ce libéralisme était déjà à l'œuvre dans notre organisation du temps de l'existence d'une minorité néo-révissionniste, dont nous avons toléré les agissements contraires à la ligne de l'organisation

et les entorses aux règles par peur des conséquences d'un affrontement ouvert.

Un premier grand débat avait eu lieu dans les années 90 à propos du bilan de la révolution chinoise, sans pouvoir être tranché majoritairement dans l'organisation. Fatigués après 14 ans de polémiques, nous avons baissé les bras sans trouver les moyens de résoudre cette contradiction qui portait principalement sur les relations dialectiques et complexes entre État, Parti, soviets et masses, questions clés de la révolution communiste. L'abandon sur un débat non tranché marquait l'apparition du libéralisme dans notre style de travail, et de la confusion dans nos positions politiques et idéologiques.

Au fil des ans, certaines contradictions latentes (l'économisme, le refus de critiquer le réformisme, l'illusion de pouvoir « agir en parti » alors que nous sommes très loin de pouvoir y prétendre, un bilan contradictoire de la restauration capitaliste en URSS etc.) se sont transformées en lutte de ligne et ont débouché, début 2016, sur l'exclusion de cette minorité néo-révissionniste. Les acquis politiques et théoriques de l'organisation étaient ouvertement remis en cause. Cette minorité, très proche du MLPD en Allemagne, a finalement assumé formellement son travail fractionnel et le non-respect du centralisme démocratique, conséquence logique de désaccords devenus antagoniques.

Ensuite, cette lutte de ligne qui avait duré plusieurs années avait fatigué les camarades de l'organisation, et émoussé leur volonté collective de regarder en face les contradictions secondaires qui existaient déjà au sein de sa majorité. Ainsi par crainte d'aborder les questions qui fâchent, de déclencher une nouvelle lutte de ligne, nous avons assimilé une forme d'opportunisme dans le traitement de nos contradictions internes, et refusé de traiter ces contradictions comme des questions politiques de fond, en feignant trop souvent de croire qu'il s'agissait uniquement d'un mauvais style de débat.

L'IMPACT DANS VP DE L'ÉMERGENCE DES LUTTES FÉMINISTES, LGBT ET ANTIRACISTES DANS LE CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

De quelles contradictions de fond parle-t-on ? Tout d'abord, il faut placer les choses dans le contexte actuel du débat politique.

Le développement, par l'impérialisme, de couches petites bourgeoises issues des minorités opprimées et leur investissement politique ont renouvelé l'intérêt du débat politique pour le racisme qu'elles subissent. Ce regain d'intérêt a un aspect positif, car bien évidemment le racisme touche aussi, et même avant tout, le prolétariat, et la lutte anti-raciste est à mener sans concession en son sein. Cela a permis, au passage, de faire la critique de points de vue ouvriéristes qui tendaient à nier les particularités des luttes contre les oppressions, et la nécessité de les mener activement. Le féminisme et les questions LGBT ont, à peu près de la même manière, ré-émergé.

Mais ce regain d'intérêt pour le traitement politique des oppressions est allé de pair, depuis les années 1980, avec le recul général du point de vue de classe sur les questions sociales et politiques, même parmi les courants se prétendant « révolutionnaires » ou « communistes », recul dû au reflux politique dans la classe ouvrière et aux restructurations industrielles massives. Ces deux tendances ont eu pour résultat ces dernières années un développement important des luttes contre les oppressions particulières (aspect positif), mais d'un point de vue dirigeant principalement petit-bourgeois (aspect négatif).

L'organisation communiste est donc contrainte de traiter cette contradiction : comment s'emparer des questions que pose l'époque, prendre en compte les apports positifs des dynamiques politiques nouvelles, tout en gardant le cap stratégique de la construction du parti ouvrier, de la dictature du prolétariat et du communisme ? Historiquement, le PCF, avec son « Fabriquons français », son absence de soutien aux luttes de libération nationale, et son opposition à la contraception et à l'avortement, avait ignoré les questions de racisme et de sexisme dans la classe ouvrière et rendu invisibles celles et ceux qui subissaient ces oppressions. De leur côté, les maoïstes, partagés entre le néo-révisionnisme du PCMLF et le mouvementisme de la Gauche prolétarienne, n'ont pas été capables d'élaborer un point de vue abouti sur ces questions.

L'OCML-VP n'a pas fait exception. Nous avons insuffisamment (féminisme, racisme), voire pas du tout (LGBT) traité la question de la relation dialectique entre ces oppressions et la lutte de classe.

Pourtant, nous y sommes revenus à plusieurs reprises. A notre sixième congrès (en 2004) une résolution était votée sur l'égalité Hommes-Femmes. Le travail sur l'antiracisme est très présent dans l'activité de VP depuis les années 1980, quoiqu'insuffisant, mais un numéro complet du Magazine Partisan (N°3 en 2015) était consacré au sujet et une résolution était en cours d'élaboration après un stage réussi la même année. C'est-à-dire que l'organisation avançait sur ces questions, sans doute pas assez vite pour certain.e.s camarades et relativement à la place de ces contradictions dans la vie politique et sociale.

La question de ce qui est « principal » et « secondaire », de manière générale ou à un moment donné, la manière dont ce qui est « secondaire » peut devenir « principal » et vice-versa, etc. tout cela n'a pas été traité de manière correcte.

Le rajeunissement de notre organisation s'était accompagné d'un intérêt accru pour ces débats sur les questions d'oppression de genre ou de race, grâce notamment à de jeunes camarades LGBT, femmes, racisés, qui ont fait bouger certaines idées reçues, et nous ont aidé à prendre en compte les évolutions du débat politique et idéologique.

Mais nous n'avons pas su suffisamment écouter l'expérience subjective des camarades subissant ces oppressions, alors que cette expérience est indispensable pour aider à les caractériser.

Par ailleurs, l'organisation communiste n'est pas composée de militant.e.s pur.e.s, débarrassé.e.s des préjugés imprimés par la société bourgeoise. Voilà pourquoi il faut mener en permanence une lutte contre les attitudes sexistes, racistes ou homophobes qui, inévitablement, peuvent poindre dans nos rangs. Dans un contexte politique où la question de la lutte contre le racisme et l'islamophobie est devenue brûlante, nous devons être particulièrement précautionneux à critiquer les attitudes et les propos incorrects. Or, nous ne l'avons pas fait, et des camarades subissant ces oppressions au quotidien ont pu légitimement se sentir blessés par d'autres.

Ainsi, à un moment donné dans notre organisation, des contradictions secondaires sur la question des oppressions spécifiques sont devenues principales faute d'avoir été traitées convenablement lorsqu'il en était encore temps. Des

membres de notre organisation ont été influencés par les points de vue venus de courants petit-bourgeois, ce qui est inévitable (nous sommes forcément sous l'influence de ce qui nous entoure) mais nous n'avons pas su y réagir, nous n'avons pas su mener le débat et en faire la critique en interne pour arriver à un degré d'unité supérieur entre nous. Ces courants petit-bourgeois peuvent être regroupés sous la désignation d'« intersectionnels » où la question de classe n'est considérée que comme une question parmi d'autres, et souvent réduite au syndicalisme.

Une partie de ces militant.e.s ont même fini par s'enfermer dans une attitude totalement subjectiviste concernant l'oppression qu'ils vivaient, c'est à dire allant jusqu'à défendre que, pour ce qui relevait du champ de leurs oppressions particulières, leur point de vue ne pouvait pas être critiqué par celles et ceux qui ne les subissaient pas.

Nous n'avons pas su articuler les préoccupations nouvelles et parfois justes qu'elles et ils soulevaient et un clair point de vue de classe pour assurer une direction prolétarienne et ne pas sombrer dans le subjectivisme et l'éclectisme des positions d'un sujet à l'autre.

AUTOCRITIQUE DE NOTRE ACTIVISME

Par ailleurs, l'OCML-VP pêche depuis longtemps par des tendances activistes, c'est à dire la tentation d'être présente dans toutes les luttes à la fois, même si cela est au-dessus de nos forces et entraîne surcharge et tensions. Tout en le niant, VP s'est de fait pris pour le Parti, en se fixant trop de tâches, en complexifiant son fonctionnement au-delà des capacités des cadres et des militants. Lorsqu'on est happé par l'activisme, on a trop rarement le temps pour le débat politique et théorique de fond. On manque aussi de temps pour les formations supérieures, celles qui permettent d'unifier les militant.e.s de manière continue, d'intégrer les nouveaux-elles arrivant.e.s et d'élaborer une ligne politique. Cette tendance activiste a largement touché l'organisation, parmi les personnes qui l'ont quittée comme chez celles qui y sont encore aujourd'hui.

Nous avons des débats très riches au sein des organes de direction de l'organisation, comme au sein des cellules. Mais nous avons ensuite

souvent du mal à en extraire une ligne concrète pour notre pratique indépendante, comme pour orienter les organisations de masse dirigés par des militant.e.s de l'OCML-VP.

De plus, la surcharge activiste génère du stress, de l'énerverment et des tensions, un manque d'égard pour les difficultés personnelles des uns et des autres, et surtout un mauvais style de travail, qui ont conduit au « burn-out » plusieurs camarades. Des camarades aînés, arguant de leur expérience politique, se sont montrés trop souvent péremptoirs, cassants, voir brutaux, et pas assez à l'écoute de camarades plus jeunes.

Par ailleurs, le ralentissement du mouvement ouvrier et étudiant après le « pic » de combativité des années 2000, le fait d'être confronté aux difficultés de la vie et à celles du travail de longue haleine d'implantation dans le prolétariat, ont généré du découragement. Celui-ci a participé aux tensions internes. Flux et reflux, avec leurs conséquences sur l'état d'esprit des militant.e.s, sont le lot de toute organisation qui doit apprendre à les gérer. L'activisme sur fond de découragement explique aussi, selon nous, les départs individuels et silencieux d'un certains nombres de militant.e.s en dehors des séquences de lutte de ligne.

Dans l'organisation, cet activisme chez certain.e.s allait de pair avec l'intellectualisme chez d'autres, c'est-à-dire la tendance à se focaliser sur un travail de rédaction, d'analyses et de commentaires par trop déconnecté des nécessités de notre travail politique. Activisme et intellectualisme, en réaction l'un à l'autre, s'alimentaient.

Cela a débouché chez certain.e.s sur un mépris ou un désintérêt pour le débat de fond, considéré comme un frein à l'activité de masse de l'organisation. Ainsi, par opportunisme vis-à-vis de certains courants politiques, des membres de l'organisation refusaient de débattre en interne de certaines questions (comme, par exemple, la question de la prostitution, du bilan politique des organisations de masse), tout en appuyant localement certaines positions tranchées dans leur activité politique publique.

Les militant.e.s de base ne pouvaient pas comprendre le contenu et la violence des débats, qui se déroulaient essentiellement au comité central. Les organes de direction n'ont pas su organiser

le débat dans l'organisation pour que ces militant.e.s de base puissent les aider à trancher les désaccords politiques.

Des tentatives de résolution de la crise ont eu lieu mais elles sont restées circonscrites au comité central. Elles se sont soldées par des échecs car, plutôt que de s'atteler à traiter les contradictions pour renforcer l'unité politique entre ses membres, le comité central a surtout cherché à préserver l'unité en espérant ainsi éteindre ces contradictions. Il s'est agi fondamentalement d'une crise de direction qui s'est finalement diffusée dans le reste de l'organisation.

Plusieurs fois, la Direction de l'organisation a cru avoir trouvé la bonne méthode pour résoudre les contradictions. Nous nous sommes concentrés sur la question de la correction de notre style de travail et de débat. L'étude des contradictions de fond était généralement renvoyée à plus tard. Ainsi, à plusieurs occasions, ont été menées des journées d'étude sur la question du racisme, de la religion, et de l'attitude à adopter vis-à-vis des organisations actives dans ces champs politiques. L'organisation paraissait alors hautement unifiée, et les désaccords paraissaient mineurs. Mais tout laisse à penser que nous sommes resté.e.s en surface et que certain.e.s membres ont tu des désaccords avec la ligne de l'organisation.

Cela a pu être en partie justifié par un souci sincère de maintenir l'unité malgré tout. Ou encore par la crainte de la forme violente qu'avaient trop souvent prise l'expression de ces contradictions, notamment de la part de camarades (dans les deux camps) au style de débat manquant de bienveillance et de camaraderie.

Mais incapables de défendre un point de vue propre, les minoritaires ont développé un climat de défiance qui les a conduits au fil du temps à surestimer leurs désaccords et leurs contradictions vis-à-vis de la majorité, sans donner le plus souvent de contenu et d'explications, ce qui a largement contribué à alimenter la crise. Si la responsabilité de cette crise repose sur l'organisation dans son ensemble, les camarades qui sont restés à VP ainsi qu'une partie de ceux qui sont partis n'ont pas su la résoudre alors que les minoritaires, eux, ne l'ont pas voulu, allant jusqu'à tenter de liquider l'organisation avant de la quitter.

Le groupe liquidateur a entamé un travail de fraction destructeur dans les derniers mois de sa présence dans l'organisation. Une coordination politique informelle s'était établie entre des militant.e.s de régions différentes, en dehors des structures collectives et démocratiques de l'organisation. Or, premièrement, ces personnes avaient gagné des positions importantes lors de notre 10^{ème} Congrès qui avait eu lieu l'été précédent, et ils et elles auraient alors été en mesure de prendre démocratiquement la direction de l'organisation, ce qu'ils et elles ont refusé de faire. En deuxième lieu, cette tendance n'avait jamais exprimé de désaccords antagonique avec la ligne de l'organisation. Puis, un jour de début 2019, des membres de ce groupe sont arrivés à une réunion locale et à la stupeur des autres camarades présent.e.s, ont proposé de but en blanc à leur structure régionale de rompre avec l'organisation, en affirmant que l'OCML-VP était une cause perdue, non démocratique, oppressive. Certain.e.s de nos camarades ont décidé de les suivre et de se placer sous leur direction, tandis que d'autres, incapables de surmonter cette crise, se sont mis en retrait.

Aujourd'hui, l'OCML Voie Prolétarienne se trouve réduite numériquement à un cercle dont la tâche est de refonder une organisation communiste, en sachant faire le bilan de nos erreurs tout en nous appuyant sur les acquis de 40 ans d'existence regroupés dans nos revues, brochures, magazines et bilans d'activité.

LA QUESTION DU PARTI AU CŒUR DE NOS DIFFICULTÉS

Depuis 2016, nous avons donc perdu les trois-quarts de nos militant.e.s, et toujours autour d'un même thème : qu'est-ce que ça veut dire construire un Parti communiste dans un pays impérialiste en crise ? – chaque mot compte.

Les néo-révissionnistes exclus en 2016 imaginaient que l'on pouvait se poser en direction du mouvement de masse, alors que nous n'étions qu'une petite organisation dans un pays gangrené par le réformisme impérialiste, où la petite-bourgeoisie salariée est dominante dans le mouvement social.

Les activistes qui sont partis en 2019 avec la volonté explicite de détruire VP ont abandonné la perspective même d'un Parti Communiste pour

prétendre se positionner à la tête du mouvement de masse, dans une unité anarcho-communiste improbable, incapables même d'élaborer des positions nouvelles intéressantes.

Tous se sont découragés face aux difficultés de la construction du Parti. Les deux fractions ont totalement abandonné, du jour au lendemain, la totalité des références à l'OCML Voie Prolétarienne, où elles et ils ont milité pendant des années (des dizaines d'années pour certain.e.s), dont elles et ils ont défendu les positions et les principes. Aucun bilan, critique et autocritique, aucune référence même... le silence comme position.

Notre ligne politique et idéologique est claire : c'est celle qu'on peut trouver dans nos revues « La Cause du Communisme », dans nos magazines « Partisan », dans nos prises de positions de Congrès (y compris de manière critique). Nous assumons tout, nous ne renions rien.

Les liquidateurs ont rejeté la ligne de l'organisation, alors même qu'elles et ils ont participé en plein accord à son élaboration à l'époque où ils et elles étaient membres de sa direction. Ce sont elles et eux qui renient leur passé.

Malgré tous ces déboires, l'exclusion des néo-révisionnistes, la scission des activistes liquidateurs, le découragement de nombre de militants qui a suivi, l'OCML Voie Prolétarienne a survécu.

Malgré nos erreurs accumulées, malgré les difficultés de la construction d'une organisation communiste dans un pays impérialiste, un noyau de camarades maintient les acquis de 40 ans d'existence de notre organisation et prétend la refonder, la reconstruire.

Il est plus facile de constituer un groupe politique autour de slogans ronflants et déclamatoires coupés de la réalité matérielle de la lutte des classes, qu'il s'agisse d'activisme spontanéiste ou d'économisme syndical. Ces organisations s'effondrent aussi rapidement qu'elles se constituent dès que les difficultés apparaissent.

Il est plus difficile de progresser dans l'analyse des réalités du système impérialiste mondial dans lequel nous vivons, dans la compréhension de l'échec des révolutions passées, dans l'élaboration d'un programme et d'une stratégie pour

le communisme, pour mener sur cette base un travail militant au sein des masses. C'est pourtant la voie que nous avons choisie.

Nous ne sommes pas des réformistes radicaux, trotskistes, libertaires, néo-révisionnistes ou anarchosindicalistes. Nous sommes des communistes maoïstes matérialistes liés indéfectiblement à la révolution anti-impérialiste mondiale.

Notre prétention est bien de reconstruire notre organisation communiste, dans la perspective de reconstruire le Parti dont notre classe a besoin, dans le contexte mondial de l'affrontement contre la barbarie impérialiste. A contrecourant des idées antiparti et anti-organisation en ce moment largement répandues au niveau mondial, nous ne voulons pas nous résigner à la perspective groupusculaire ou mouvementiste, même si aujourd'hui nous avons subi un dur recul qui doit nous contraindre à la modestie.

Nous ne voulons pas abandonner l'activité politique communiste, une activité en soi qui fait l'unité de toutes nos luttes, de toutes les catégories de travailleurs, de tous les problèmes de la planète.

L'OCML-VP est de notre point de vue, « la pire des organisations à l'exception de toutes les autres »; malgré ses défauts, malgré ses erreurs, malgré ses limites, elle reste une organisation communiste démocratique et basée sur des positions de classe, constituée de militantes et de militants déterminés à construire le Parti communiste révolutionnaire.

VP a un riche passé, de luttes politiques et d'expériences pratiques, mais la crise traversée récemment doit nous rendre encore plus forts, et plus modestes. Que les expériences, parfois douloureuses, servent à tous pour aller de l'avant !

Avril 2021



LES RÉFUGIÉS POLITIQUES DES BRIGADES ROUGES MENACÉS PAR MACRON

Macron veut extraditer les militants des Brigades Rouges mais ne dit pas un mot des militaires séditeux...

Mercredi 28 avril, Macron fait interpellé 7 anciens militants des Brigades Rouges, réfugiés politiques depuis 40 ans. Coup de tonnerre dans le monde de l'asile politique, c'est la remise en cause, après plusieurs décennies, de la protection de ces militants présents en France sans plus d'activité politique, mais également sans dissociation ni renoncement. Car les Brigades Rouges n'ont pas été une organisation terroriste fasciste, mais une organisation qui s'est revendiqué du communisme, et dont les actes militaires (exécution, attentats, qui n'ont fait que 84 victimes très ciblées en 15 ans) n'étaient nullement aveugles, à la différence des attentats terroristes d'extrême-droite qui secouaient également l'Italie à cette époque (Gare de Bologne, 85 morts le 2 août 1980). Nous étions en désaccord avec les Brigades Rouges, l'avons écrit à l'époque. Mais nous étions dans le même camp.

Suite à l'enlèvement spectaculaire et à l'exécution du premier ministre Aldo Moro en 1978, les Brigades Rouges ont éclaté et leur bilan a donné lieu à de multiples interprétations. Nous renvoyons sur notre site (<http://ocml-vp.org/article2206.html>) à la proposition de bilan des prisonniers des BR-PCC autour du livre « Politique et Révolution », publié en 1984.

Concernant les arrestations récentes, plutôt que de ré-écrire de notre fait, nous publions ci-dessous le communiqué d'un militant indépendantiste breton (#gael.roblin sur Facebook) auquel

nous n'avons rien à ajouter. La description est complète, la dénonciation est implacable et nous partageons. Depuis, ces 7 militants ont été libérés (3 autres sont également concernés) mais sont désormais sous la menace d'une extradition.

« L'arrestation des Brigadistes ou ex Brigadistes s'inscrit dans un contexte français qu'il convient de rappeler :

- *Maintien en détention du Communiste Georges Abdallah libérable depuis longtemps 37 ans après son arrestation pour son combat pour la Palestine et le Liban. Alors même que son pays le réclame.*
- *Maintien en détention de militants indépendantistes basques du nord incarcérés depuis 1990 alors même que leur organisation est dissoute.*

La vengeance est éternelle pour ceux et celles qui ont osé défier l'ordre établi les armes à la main. Même si cela remonte aux années Thatcher/Reagan...

Ils ne sont plus en détention ou extraditables pour ce qu'ils ont fait (et revendiqué) mais pour ce qu'ils représentent. Tous ces gens sont au minimum septuagénaires.

Il en va de même pour les Brigades Rouges arrêtées ce jour. Plus récemment on peut se remémorer des dossiers antiterroristes contre l'ultra-gauche, des militants soi-disant Gilets Jaunes radicalisés, des ex combattants du Rojava...

La presse nous explique que le désir de justice des victimes est respectable et que la France victime des Djihadistes peut et doit les comprendre. C'est le discours que tient Macron pour justifier ces possibles extraditions...

Et hop...Une fois de plus un lien improbable entre les djihadistes et les BR italiennes est effectué par la presse aux ordres. Sur fond d'islamophobie et de dépolitisation ça passe...

Pendant toutes ces années la France de Macron, Hollande, Le Drian, Valls a vendu des armes à des régimes soutenant activement les Djihadistes, à des régimes sanguinaires avec qui elle avait des intérêts stratégiques communs...Quand elle n'en pas livré directement à certains « rebelles » Djihadistes servant ses intérêts du moment.

L'extrême-droite la plus violente peut appeler au putsch par voie de presse, à la télé...Aucune conséquence.

À part ces arrestations à l'extrême-gauche...

Je n'oublie pas tous ceux qui nous ont insultés quand nous disions que jamais Macron n'arrêterait la montée du fascisme.

Pour l'immensité des masses, des travailleurs, de nos collègues de travail, nos voisins...

Qui représente un danger pour son quotidien, sa sécurité? Georges Abdallah, Jon Parrot? Les Ex BR, PL et NAC? Ou les militaires fascistes qui déversent leur désir d'autorité morbide dans la presse et les médias à longueur de temps pour célébrer les 60 ans du putsch des généraux?

La casse du service public hospitalier et l'incapacité à faire face à la pandémie à cause de la doctrine ultra libérale ?

Liberté, solidarité pour ces camarades !

Voilà leurs noms et leurs organisations de l'époque.

5 de Brigate Rosse :

- Enzo Calvitti
- Giovanni Alimonti
- Roberta Cappelli,
- Marina Petrella
- Sergio Tornaghi

1 de Lotta Continua :

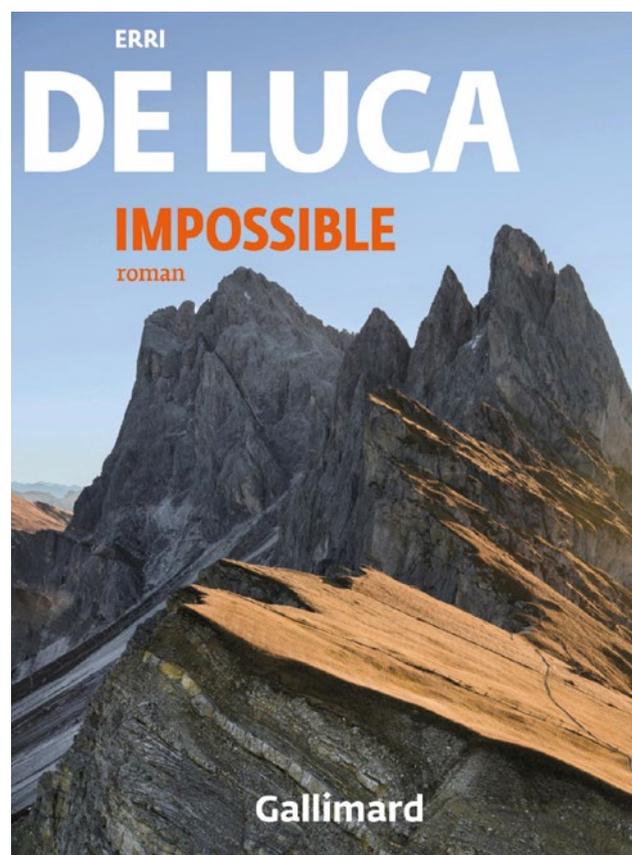
- Giorgio Pietrostefani

1 de Nuclei armati per il contropotere :

- Narciso Manenti »

Nous profitons de l'occasion pour recommander chaudement la lecture d'un des derniers romans d'Erri de Luca, « Impossible ». L'auteur, ancien militant de Lotta Continua de ces années de plomb, imagine la rencontre, des années après sa libération de prison, d'un ancien brigadiste qui n'a rien renié de son idéal avec celui qui l'a dénoncé à la justice. Autour du dialogue avec un jeune juge d'instruction qui n'a pas connu l'époque, l'hypothèse d'une vengeance – ou pas??

Un texte extrêmement puissant mais facile à lire, très politique sur l'engagement militant et les bilans nécessaires, profondément humaniste – un livre communiste! Quand on est militant, on en ressort vraiment marqué... À lire absolument!!



LIRE

LE TEMPS DES HUMBLÉS - CHILI 1970-1973

Désirée et Alain Frappier,, Steinkis 2020, 360 pages, 25 €

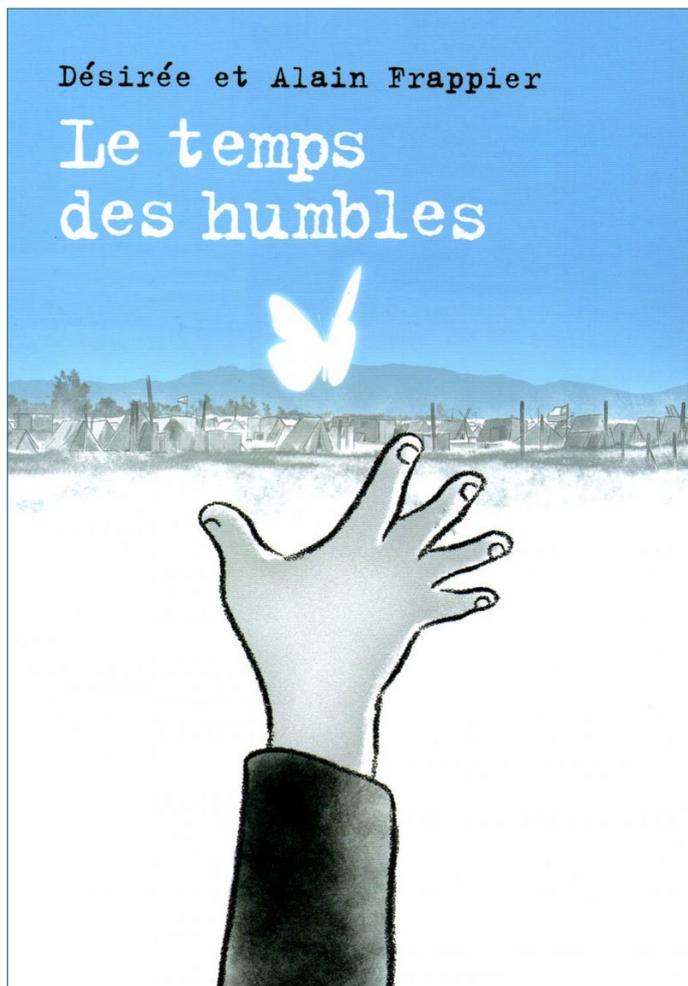
360 pages. Un pavé! Mais un pavé d'images. Une BD. Et un roman captivant. Une histoire personnelle, celle d'une jeune femme, pour mieux nous plonger dans une grande histoire, celle d'une révolution en marche.

Un roman? Non, un reportage. Un prologue d'une trentaine de pages expose la démarche des auteurs. Ils enquêtent. Et ils constatent (p. 33) : « Dès que nous questionnions sur l'Unité populaire, on nous répondait par le coup d'État... Je ne sais pas par quel accord secret il est défendu d'expliquer son programme, ses réussites, ses espoirs, ses réalisations... ».

Derrière les mille jours du gouvernement de l'Unité populaire d'Allende, derrière un programme socialiste tronqué dès le départ, ont surgi des milliers d'initiatives sur le terrain, une mobilisation populaire historique. Parce que l'aventure se termine, on le sait, par une tragédie, faut-il respecter l'omerta dominante? La même que celle qui a enterré les réalisations russes des années 1917-1929, recouvertes par le manteau de plomb du stalinisme. La même que celle contre laquelle s'est battu Marx dès la fin de la Commune de Paris.

Plongeons donc dans cette mobilisation et ces espoirs. L'histoire personnelle devient vite l'histoire d'un couple, et si la jeune Soledad symbolise la classe des travailleurs, son homme, Alejandro, membre du MIR – mouvement de la gauche révolutionnaire – représente la conscience et l'organisation politique. Ce mouvement soutient Allende « jusqu'au bout » (p. 298). Ainsi est posé tout le problème politique chilien de cette expérience. Par le bas, par l'expérience des « humbles ». « Ce n'est malheureusement trop souvent qu'à la fin qu'on comprend le début », constate un commentateur (p. 165). C'est justement le rôle de l'avant-garde organisée que de prévoir...

Vous pouvez vous reporter à la brochure de VP, « L'impossible voie réformiste du Chili d'Allende » (taper simplement « Chili » dans le moteur de recherche du site). Mais si vous ne lisez pas « Le temps des humbles », vous ratez quelque chose!



À lire tous les mois

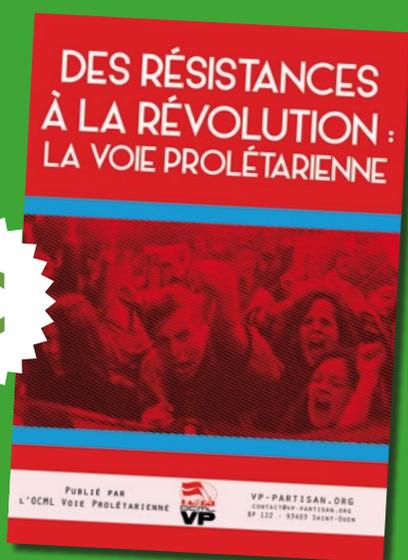


UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES
À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter



www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander



Brochure des résolutions du 9^e Congrès de l'OCML Voie Proletarienne (été 2014). L'occasion de (re)découvrir ce que nous pensons et défendons et tout ça en quelques pages!

Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville! Le prix varie selon la quantité!

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Oh! Trois cèpes
Orlane Lautard
04240 Annot

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Maison Norman Béthune
1918, rue Frontenac
Montréal - Canada

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



Flashez pour
vous abonner
en ligne!

Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN

BP N° 133

93213 Saint Denis la plaine cedex

CCP : N°23 743 83 G Paris

Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084

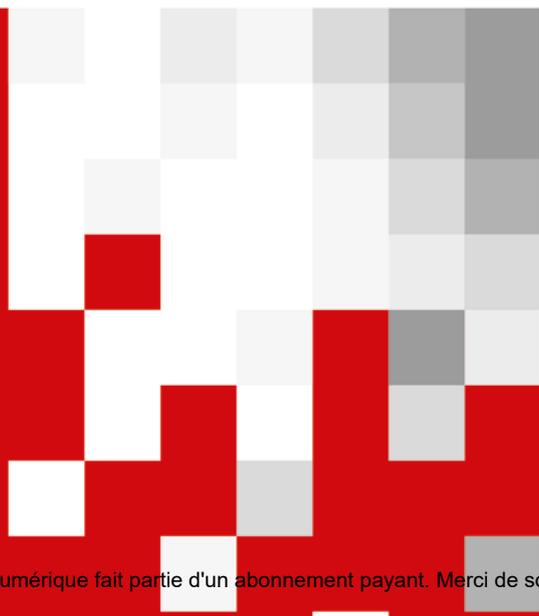
Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR



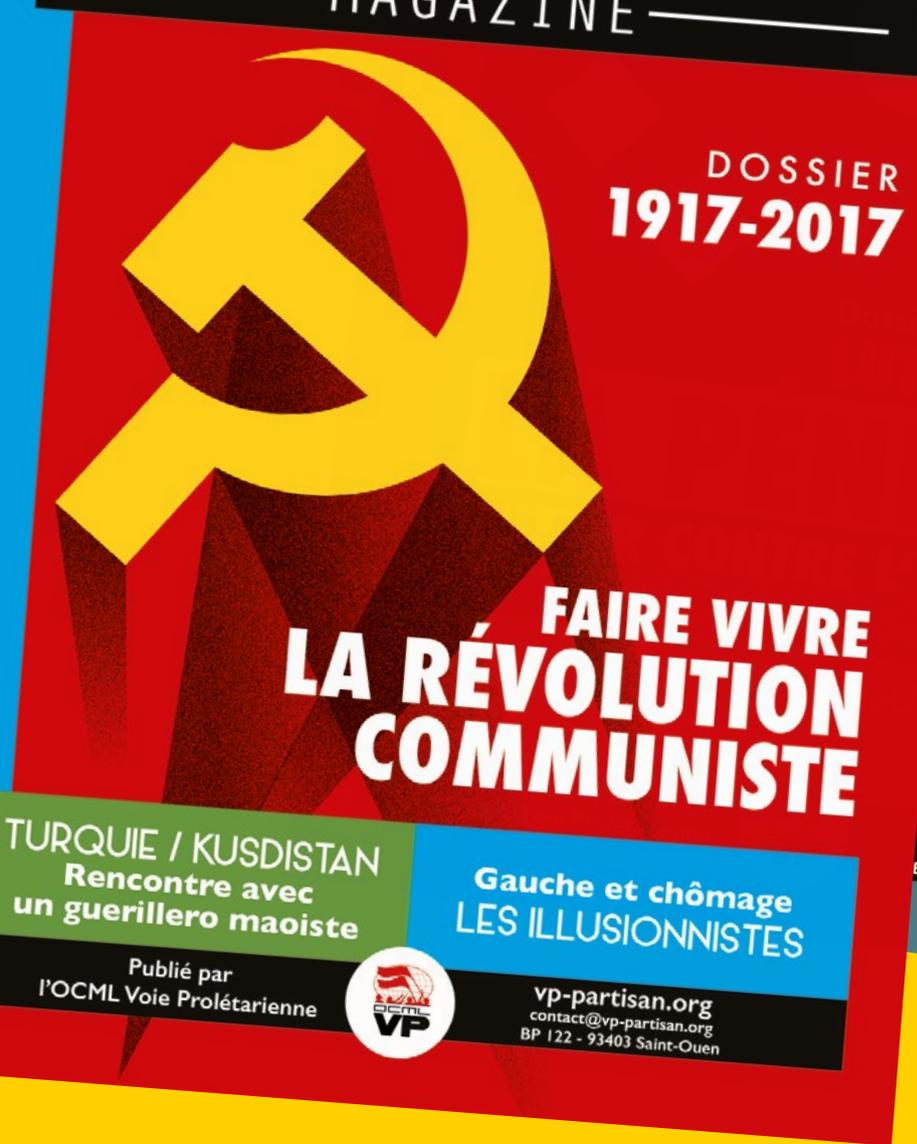
SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

www.ocml-vp.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP



Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution



TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !
Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale
en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

– Les numéros 1 à 10 sont disponibles en intégralité sur ocml-vp.org –

ÉPUISÉ N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition?

N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités?

N°3 • Racisme, marxisme et révolution

N°4 • L'alternative communiste

DERNIERS NUMÉROS ! N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat

N°6 • Verts parce que Rouges

N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier

N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste

N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation

N°10 • Féministes révolutionnaires

N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages

N°12 • Afrique : résistances et révolution

N°13 • Travailler tous, moins, autrement

N°14 • Le monde tremble, les révolté·es cherchent un chemin

N°15 • Chimie, le profit contre la santé

N°16 • Et après? On redémarre la machine capitaliste ou on change de système?

3,50€

FRAIS D'ENVOI
INCLUS

PARTISAN

MAGAZINE

- 1** ÉDITORIAL
- 3** MARX, ENGELS ET LÉNINE ONT CRITIQUÉ LA COMMUNE
- 7** IL Y A 300 ANS À MARSEILLE
- 9** DOSSIER : CRISE ET LICENCIEMENTS
- 14** *Où en est-on sur les licenciements ?*
- 16** *Le combat des ouvrières de Latécoère Tunisie est le nôtre !*
- 17** *Défense de l'emploi et écologie/environnement*
- 19** *L'exemple de la SNEM à Montreuil*
- 21** *Plate-forme de lutte pour l'emploi*
- 39** CRONSTADT : UN ÉCLAIR QUI A ILLUMINÉ LA RÉALITÉ
- 47** CRONSTADT, LE MYTHE ANARCHISTE
- 49** 2016 – 2019 : LA CRISE DE VP
- 55** BRIGADES ROUGES
- 57** LIRE

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la nouvelle publication de l'OCML Voie Proletarienne. Son objectif? Donner des outils de comprehension politique et theorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce systeme qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misere et la guerre.

Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 59** —

Partisan Magazine n°18 sortira fin 2021

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution